



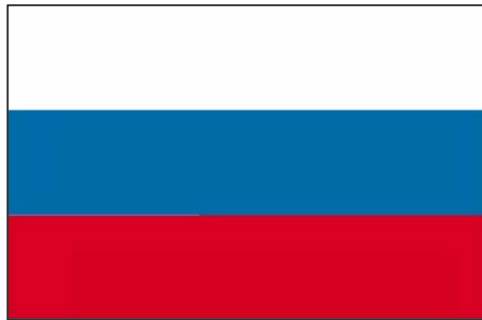
***LA RUSSIE ET LES ENJEUX DE SECURITE EN ASIE CENTRALE***

***Permanence ou nouvelle donne géopolitique après le 11 septembre ?***

**Mémoire de géopolitique  
du chef d'escadron Isabelle GUION de MERITENS  
dans le cadre du séminaire « La Russie et l'espace euro-asiatique »**

**Directeur : madame Isabelle FACON**

**Avril 2002**



**RUSSIE**



**KAZAKHSTAN**



**KIRGHIZISTAN**



**OUZBEKISTAN**



**TADJIKISTAN**



**TURKMENISTAN**



## **SOMMAIRE**

### **LES RISQUES ET ENJEUX DE SECURITE EN ASIE CENTRALE**

La faiblesse structurelle des Etats centre-asiatiques

De nombreux risques transforment l'Asie centrale en poudrière

### **L'INCAPACITE DES ACTEURS REGIONAUX ET GLOBAUX A STABILISER LA ZONE**

L'échec des alliances supranationales

Ambitions et contraintes de la Russie

### **LA NOUVELLE DONNE GEOPOLITIQUE APRES LE 11 SEPTEMBRE**

La Russie restaure son influence sur sa périphérie

La recomposition des alliances après le 11 septembre

### **LA RUSSIE ET LES ENJEUX DE SECURITE EN ASIE CENTRALE**

En novembre 1989 éclate comme une bombe l'annonce de la chute du mur de Berlin. Dans un laps de temps finalement très court à l'échelle du XX<sup>ème</sup> siècle, le communisme disparaît et l'une des deux superpuissances mondiales, l'URSS, s'effondre brutalement. Ces événements mettent fin à plusieurs dizaines d'années de guerre froide et de bipolarisation du monde.

Depuis 1991, la nouvelle fédération de Russie et des républiques indépendantes ont émergé en Eurasie et marquent d'un nouveau souffle les données géopolitiques. La Russie, héritière à la fois de l'empire des Tsars et de l'URSS communiste, est obligé de changer le regard qu'elle porte sur sa périphérie proche et sur le monde tout entier. Puissance européenne et asiatique, la Russie est avant tout soucieuse, comme l'avait été l'URSS avant-elle, de protéger sa sécurité et en particulier son flanc sud, zone géopolitique très instable attirant les convoitises de nombreuses puissances régionales voire mondiales.

En effet l'Asie Centrale, lieu de rencontre d'une multitude de peuples et de cultures, rassemblent cinq états ex-républiques soviétiques, créés de 1924 à 1936 et devenues indépendantes en 1991 : l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et le Turkménistan. Marquée à la fois par la diversité de ses ethnies, l'enracinement socioculturel fort de l'islam, un caractère très enclavé mais aussi ses promesses pétrolières, l'Asie Centrale est devenue la pierre angulaire de l'équilibre de l'Eurasie, aux confins de la Fédération de Russie, de la Chine, du Caucase et du monde musulman. De plus, depuis le 7 octobre 2001, les Etats centre asiatiques, frontaliers de l'Afghanistan, sont placés au cœur du théâtre de l'opération «Liberté pérenne» lancée par les Etats-Unis contre Ben Laden et les talibans, en représailles aux attentats terroristes perpétrés sur leur sol le 11 septembre 2001.

Dans ce contexte, confrontée à une situation interne difficile et à la présence militaire et économique américaine dans sa zone traditionnelle d'influence, la Russie dispose-t-elle en Asie Centrale des instruments de politique extérieure lui permettant de préserver ses intérêts majeurs, stratégiques, militaires et économiques ? Quelle place occupe-t-elle dans la recomposition des alliances entre les puissances régionales et mondiales engagées à la fois dans la lutte anti-terroriste menée par les Américains et dans une concurrence économique centrée sur les enjeux pétroliers et gaziers ? Sa politique extérieure se démarque t'elle par la permanence de ses orientations ou le nouveau contexte géopolitique postérieur au 11 septembre détermine t'il de profonds changements ?

Le rôle de la Russie en Asie Centrale ne peut se comprendre sans avoir au préalable mesurer les risques et les enjeux de sécurité dans la région et l'incapacité des acteurs régionaux et mondiaux à stabiliser la zone.

Enfin la présence militaire américaine sur les territoires des pays d'Asie Centrale et la chute du régime taliban modifient incontestablement les données géopolitiques et entraînent une recomposition générale des alliances après le onze septembre. Le rapprochement russo-américain constitue peut-être la véritable révolution stratégique des prochaines années.

Depuis l'éclatement de l'URSS en 1991 et l'affirmation des indépendances, beaucoup d'observateurs ont vu dans l'Asie Centrale, une zone d'instabilité majeure et le prochain pôle de cristallisation de conflits régionaux voire mondiaux. En effet, les cinq Etats restent marqués par leur grande fragilité et les nombreux risques de déstabilisation.

## **11. La faiblesse structurelle des Etats centre-asiatiques**

Nations jeunes et fragiles, les Etats d'Asie Centrale se sont progressivement donnés une légitimité politique, mais leur situation géographique, le caractère autoritaire des régimes en place et les contrôles de leur développement renforcent leur faiblesse structurelle.

### **111. Une zone carrefour enclavée mais poreuse**

- Une histoire partagée

L'Asie Centrale ou Asie médiane, lieu de rencontre d'une multitude de peuples et de cultures, couvre un espace immense de près de 4 millions de km<sup>2</sup> aux paysages contrastés (montagnes, steppes, oasis, déserts) peuplé de seulement 55 millions d'habitants. Cependant la définition de cette région et la détermination de ses frontières varient selon que l'on utilise des critères géographiques, linguistiques ou politiques. Au sens strict, acception minimaliste que nous retiendrons, elle rassemble cinq Etats, ex républiques soviétiques créés entre 1924 et 1936, devenus indépendants en 1991 et qui, en 1993 ont officiellement déclaré se reconnaître sous ce vocable. L'Asie Centrale est aussi une région marquée par la complexité d'une histoire partagée entre populations nomades et peuples sédentaires, à la fois terre mythique de passage et d'empires disparus, à la jonction des grandes civilisations sédentaires qui l'entourent (cf. carte annexe 1). C'est une zone qui a été également islamisée très tôt au VIII<sup>ème</sup> siècle, puis a vu se développer une culture musulmane turco- mongole du XIV<sup>ème</sup> au XVIII<sup>ème</sup> siècle. Elle est ensuite marquée par l'expansion russe <sup>1</sup> puis soviétique<sup>2</sup>. Malgré l'histoire agitée de l'Asie Centrale, les aires ethnopolitiques aujourd'hui mises en place, correspondent approximativement aux cinq Etats actuels de la région.

- L'enclavement de la zone

---

<sup>1</sup> La conquête s'effectue d'abord à travers les territoires kazakhs, puis dans les khanats ouzbeks, enfin dans le désert turkmène.

<sup>2</sup> Pour l'histoire de la conquête russe puis soviétique, voir Roy O., «L'Asie Centrale contemporaine », Paris, PUF, 2001, p.19; ou Djalili M., « Stratégie de la nouvelle Asie Centrale », Paris, PUF, 2001, p.35.

Cette région qui a longtemps été la voie de passage obligé entre l'est et l'ouest, est tombée progressivement dans l'oubli en raison de son absence de débouchés sur la mer. L'Ouzbékistan considéré comme le cœur de la zone est le seul pays au monde qui doit franchir deux frontières avant d'accéder à une mer ouverte. La Caspienne elle-même ne donne pas accès à une mer libre permettant la réorientation des échanges.

Elle est entourée ou cernée au nord par la Fédération de Russie (cf. carte annexe 2), à l'est par la Chine dont la population est 250 fois plus nombreuse que celle de toute l'Asie Centrale, à l'ouest, par le Caucase dont les fréquents soubresauts sont autant de sujets d'inquiétude, enfin au sud par le monde musulman : l'Iran, l'Afghanistan et le Pakistan, qui suscite plutôt de la méfiance. Une représentation démographique schématique témoigne de l'encerclement de l'Asie Centrale par ces grands entités politiques et géographiques (cf. annexe 3).

Elle est donc confrontée à un contexte géopolitique complexe dont le conflit sur le statut de la mer Caspienne représente un bon exemple (5 pays riverains : la Russie, l'Iran, le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan et le Turkménistan).

- Une zone de passage

Malgré son enclavement, l'Asie Centrale a de tous temps été une zone poreuse, ouverte aux nombreuses influences extérieures et dont il est difficile de contrôler les frontières encore aujourd'hui. Toutes les grandes civilisations y ont imprimé leur marque, et les routes Nord-Sud ou Est-Ouest (route de la soie) permettaient les échanges. Aujourd'hui, elle reste perméable à tous types de trafics notamment celui de la drogue en provenance d'Afghanistan.

## **112. Des États Nation autoritaires en construction**

- L'affirmation des indépendances

Lorsque le 19 août 1991, le président de la Fédération de Russie Boris Eltsine proclame l'indépendance de son pays, il est imité en l'espace de quatre mois (septembre à décembre 1991) par le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, puis le Turkménistan et le Kazakhstan. Pourtant, ces indépendances n'ont été ni souhaitées ni préparées par ces pays ; seuls l'éclatement de l'URSS ( et donc l'effondrement politique du centre ) et les exemples d'Etats voisins ont provoqué ce mouvement général. La volonté des cinq républiques d'Asie Centrale s'est en revanche manifestée clairement par la suite, pour enraciner définitivement les indépendances dans un substrat national. Paradoxalement, Staline avait donné à ces pays dès les années 1920, les instruments de souveraineté nécessaires sur le modèle des États

Nation modernes : un peuple fondé sur l'ethnie dominante, un territoire, des frontières <sup>1</sup>, un état (un soviet, un conseil des ministres...) et une langue (chaque nationalité a pu utiliser sa langue parlée, et en faire une langue écrite).

Même si ces structures ne fonctionnaient pas réellement sous l'ère soviétique, en 1991 tous les organes politiques étaient en place. Il restait à parfaire la souveraineté des pays en créant des monnaies nationales (ce qui fut fait en 1993), une banque et une armée. Dans ce domaine, seul l'Ouzbékistan a choisi de disposer d'une armée de 75 000 à 80 000 hommes <sup>2</sup>. Aujourd'hui tous ces nationalismes n'existent plus comme créations artificielles ; mais bien au contraire, la dimension nationaliste, étatique et ethnique est devenue déterminante dans le paysage géopolitique.

Dans cette affirmation des indépendances, les cinq républiques ont donc cherché à se découpler progressivement de la Russie pour gagner leur autonomie respective.

- Découplage en cours avec la Russie

En effet, dans les années qui suivent l'effondrement de l'URSS, la Russie a prêté peu d'attention aux pays d'Asie Centrale, les considérant plutôt comme un fardeau pour progresser et retrouver sa puissance. Elle prête seulement attention au facteur militaire en cherchant à obtenir le maintien de bases militaires sur leur territoire et la signature d'accords de défense lui permettant entre autres de stationner des gardes sur les frontières dites « extérieures » de la CEI. Mais les pays d'Asie Centrale s'opposent à cette politique. Ainsi le Turkménistan et l'Ouzbékistan ont refusé de signer l'accord sur les frontières mises en place dans le cadre de la CEI le 26 mai 1995. Certes la Russie reste militairement présente dans trois des pays d'Asie Centrale, le Kirghizistan, le Kazakhstan et le Tadjikistan. Au Tadjikistan, la présence russe représente environ 6000 militaires et 14 000 gardes-frontières. Au Kazakhstan, les Russes occupent (ou plutôt louent) le cosmodrome de Baïkonour et d'importantes installations militaires. Ce qui n'empêche pas le Kazakhstan de nouer des coopérations avec les États-Unis. Le Turkménistan, Etat neutre, n'est signataire ni du pacte de sécurité de la CEI ni de l'accord de 95 sur les frontières. Il forme ses propres officiers grâce à la Turquie et conserve seulement quelques gardes-frontières russes qui ont surtout des fonctions de conseillers. L'Ouzbékistan lui, a demandé l'aide des États-Unis pour former ses officiers et n'a plus aucune troupe russe sur son sol. Avec le Kazakhstan et le Kirghizistan, il décide de créer en 1996 un bataillon commun de maintien de la paix sous l'égide des Nations unies et en 1999, se retire du pacte de la CEI.

---

<sup>1</sup> Djalili M « Géopolitique de la nouvelle Asie Centrale », *op.cit.*, « même si leur délimitation ressentie souvent arbitrairement, résultait d'un acte politique délibéré : diviser pour mieux régner »).

<sup>2</sup> Pour 20 millions d'habitants.

L'Asie Centrale a également recherché son indépendance d'un point de vue culturel : chaque Etat a développé sa langue propre, en tant qu'instrument de différenciation vis-à-vis de la Russie. L'alphabet cyrillique lui-même est abandonné au profit d'alphabets latins, différents selon les Etats. L'exaltation des passés nationaux participe aussi pleinement de cette politique. En conséquence et compte tenu de la situation politique et économique, les minorités russophones reculent dans tous les pays, passant même au Kazakhstan de 50 % de la population en 1991 à 30 % aujourd'hui.

Enfin le relâchement des liens économiques et politiques avec la Russie accentuent le découplage, d'autant que d'autres puissances tentent d'acquérir une influence dans la zone.

- Stabilité politique et fragilité

Depuis l'indépendance, les états centre asiatiques ont donc cherché à sortir du modèle soviétique pour trouver une nouvelle légitimité politique. Celle-ci se caractérise essentiellement par la relative stabilité des régimes en place, mais aussi par de nombreux éléments de fragilité pour l'avenir.

La stabilité s'est tout d'abord traduite par la continuité d'une élite politique issue, dans une très large mesure, des rangs de l'appareil communiste et par l'absence de trouble intérieur de nature politique. Les indépendances se sont ainsi accompagnées d'une relative libéralisation des institutions et de la société. Des constitutions ont été instaurées sur des modèles démocratiques, des parlements installés, la liberté d'expression décrétée.

Cependant si les élites en place ont montré leur capacité à changer de discours, elles ont beaucoup plus de mal à modifier des comportements hérités du passé de l'Union. De nombreuses pratiques (concussion, corruption, népotisme et autres abus) règnent dans les cercles de pouvoir où jouent à plein les réseaux clientélistes et les solidarités claniques.

Cette stabilité apparente, confortée par l'absence de toute alternative politique crédible, masque dans la réalité, des parlementarismes de façades<sup>1</sup> et des régimes autoritaires de pouvoir personnel. Le culte de la personnalité reste largement maintenu dans les cinq Etats, d'autant que les présidents des républiques ont fait prolonger leur mandat initial ou se sont faits réélire sans difficulté. Autour d'eux se cristallise le jeu des factions claniques (régionalistes, tribales ou familiales) pour l'accapuration des postes clés. La fragilité plus ou moins importante de ces états représente donc un facteur d'inquiétude pour l'avenir, mais doit être différenciée selon la situation de chacun d'eux.

---

<sup>1</sup> Djalili M., « Géopolitique de la nouvelle Asie Centrale », *op.cit.*, « les parlements restent encore davantage des soviets suprêmes que de véritable assemblée législative ».

### 113. Des états aux situations contrastées

- L'Ouzbékistan et le Turkménistan réticents au pouvoir russe

La république de l'Ouzbékistan constitue le cœur de l'Asie Centrale, héritière des trois khans souverains de l'Asie Centrale sédentaire (cf. annexe 4). D'une superficie de 447 000 km<sup>2</sup>, l'Ouzbékistan compte 24 millions d'habitants dont 80 % sont des Ouzbeks ethniques et 88 % des musulmans. Cette population déborde d'ailleurs sur les frontières voisines puisque la moitié environ de la population d'Asie Centrale est d'origine Ouzbek. Pays le plus peuplé de la zone, il occupe une position centrale au cœur de l'Asie et a une frontière commune avec tous les autres Etats. Mais c'est aussi le plus enclavé car il doit traverser deux pays pour avoir accès à la mer. Etat le plus stable de la région, il a renoué avec ses traditions culturelles et religieuses d'avant l'ère communiste. Ayant choisi délibérément de s'écarter de Moscou, le pays s'est rapproché des États-Unis, a ainsi été le premier à accepter la présence de troupes américaines sur son sol en 2001, et à rallier naturellement la coalition antiterroriste. Son président Islam Karimov, ancien premier secrétaire puis président du parti communiste local, a été élu à cette fonction en décembre 1991 avec 80 % des suffrages ; puis a vu en 1995 son pouvoir prolongé par référendum jusqu'en 2000. Aujourd'hui, il compte bien saisir l'occasion pour affirmer davantage l'émancipation politique de son pays face à la Russie. L'Ouzbékistan a ainsi signé son acte d'indépendance en s'éloignant de la Russie, en refusant la présence de soldats russes sur son sol et donc la protection militaire russe.

L'Ouzbékistan, 4<sup>ème</sup> producteur mondial de coton et 1<sup>er</sup> exportateur, est aujourd'hui le pays qui s'en sort peut-être le mieux dans la zone, avec des retards de salaire et des taux de pauvreté plus faibles que les autres républiques. Son problème principal depuis l'indépendance est la recrudescence d'un islam radical sous influence afghane et saoudienne. Le gouvernement a donc plutôt tendance à renforcer la répression contre les mouvements islamiques et l'attentat du 11 septembre ainsi que la guerre en Afghanistan lui offre de nouvelles perspectives dans ce domaine.

Le Turkménistan fait cavalier seul. Étendu de 488 100 km<sup>2</sup> ( cf. carte annexe 5) et peuplé de 4,4 millions d'habitants dont 80 % de musulmans, le Turkménistan est un pays désertique qui présente deux caractéristiques majeures : le désert du Karakorum occupe 80 % de sa superficie ; il possède la quatrième réserve de gaz naturel au monde <sup>1</sup>. En effet, premier secrétaire du parti communiste depuis 1985 puis président du soviet suprême de la république en 1990, Saparmourad Nyazov ou Turkmenbachi (le chef des turkmènes) est président de la république depuis 1991, nommé à vie depuis 1999. À la tête d'un pays dont la société est très homogène (75 % de Turkmènes), le président a refusé tout accord d'intégration militaire avec la Russie et même au sein de la CEI dont il fait partie. En effet le pays mène

---

<sup>1</sup> Roy O., « l'Asie Centrale contemporaine », *op.cit.*, « un émirat gazier aux mains d'un président à vie »

une politique de neutralité qu'il développe et tente de faire entériner par l'ONU. Fidèle à ce principe, il ne s'est donc pas rallié à la coalition contre l'Afghanistan. Cependant sa pratique de la neutralité est assez originale, prônant un dialogue entre les États-Unis et l'Iran, nouant des relations étroites avec le grand frère turc. Son point fort mais aussi son problème majeur est sa richesse en hydrocarbures et surtout en gaz naturel pour lequel il doit trouver des voies d'exportation. Bien qu'il ait ouvert un petit gazoduc de raccordement vers l'Iran en 1997 malgré les menaces de sanctions américaines, ce dispositif ne suffit pas et les débouchés récents passent par un accord avec le russe Gazprom en février 2000, un autre avec l'Iran pour le transport de gaz vers la Turquie ; enfin un projet de gazoduc vers le Pakistan et un projet d'alliance gazière en 2002 <sup>1</sup>.

- Le Kazakhstan et le Kirghizistan, deux états loyalistes

Pays le plus étendue d'Asie Centrale, 2,7 millions de km<sup>2</sup>, le Kazakhstan ( cf. annexe 6) compte 16 millions d'habitants dont un peu plus de la moitié sont aujourd'hui des kazakhes ethniques. Mais 30 % sont d'origine russe, en continuité territoriale d'ailleurs avec la fédération de Russie. Compte tenu du pourcentage important de population russe sur son territoire même si celle-ci est en diminution, le Kazakhstan a toujours favorisé les accords avec la Russie, tout en réussissant à s'émanciper dans plusieurs domaines. Son président Noursoultar Nazarbaïev a été aussi le premier secrétaire du parti communiste. Possédant de sérieux atouts avec ses potentiels miniers et agricoles, le Kazakhstan fonde tous ses espoirs dans l'exploitation des gisements de pétrole et de gaz, en particulier ceux de la mer Caspienne. Mais c'est la création d'un réseau de transports indispensable à l'exportation, qui constitue l'enjeu majeur pour l'avenir économique du pays. Cette situation explique les négociations fondamentales sur le partage des droits économiques entre les pays riverains de la Caspienne et les projets d'accord avec de grandes compagnies occidentales <sup>2</sup>. Certes le Kazakhstan reste fortement dépendant de la Russie pour l'achat de plusieurs de ses productions, ou pour le financement d'investissements importants. Mais il développe des échanges croissants avec l'Union européenne et les États-Unis dans des secteurs cruciaux (hydrocarbures, métaux...), multiplie les contacts avec la Chine et la Turquie. Sa priorité actuelle demeure la création d'un axe ferroviaire et d'oléoducs trans-asiatiques allant de la Turquie à la Chine, via l'Iran et l'Asie Centrale.

Le Kirghizistan (cf. annexe 7), pays de 198 500 km<sup>2</sup>, fort de 4,6 millions d'habitants reste très cloisonné par les montagnes. Il compte une forte minorité d'Ouzbek et les particularismes régionaux et le système tribal restent très fort. Son président Askar Akaïev élu le 15 octobre 1991, était membre de l'Académie des sciences. D'abord démocrate et libéral, il s'est lancé dans la même dérive autoritaire que

---

<sup>1</sup> Cf. *infra* paragraphe 121 - le grand jeu pétrolier autour de la Caspienne

<sup>2</sup> *Ibid.*

ses homologues. Il a été réélu le 29 octobre 2001 lors d'élections que l'Organisation de Sécurité et de Coopération Européenne considère comme non démocratique. Le Kirghizistan reste très proche de la Russie et du Kazakhstan, pays auprès desquels il cherche des garanties de sécurité. En effet, à l'est, il appréhende la volonté d'hégémonie régionale de l'Ouzbékistan qui revendique certaines régions kirghizes peuplées d'Ouzbeks et il se sent menacé au sud par la Chine car elle revendique des parties du territoire kirghize et au sud-ouest par le Tadjikistan, pays en proie à une guerre civile liée à la crise afghane. Enfin c'est le pays le plus pauvre de l'Asie Centrale.

- Le Tadjikistan intégrationniste

D'une superficie de 143 100 km<sup>2</sup> et peuplé de 6 millions d'habitants à majorité musulmane, le Tadjikistan est un pays très montagneux où aucun pouvoir central fort n'a pu émerger (cf. annexe 8). En 1992 il a été déchiré par une guerre civile entre indépendantistes à forte connotation islamiste et néocommunistes. Après cinq ans de guerre et 100 000 morts, l'accord signé en juin 97 sous les pressions conjuguées de la Russie et de l'Iran permet de mettre en place un gouvernement de coalition; mais celui-ci reste fragile car regroupant tous les partis concernés par la guerre civile. Aujourd'hui le Tadjikistan reste le pays le plus dépendant de Moscou (les troupes russes gardent ses frontières). Mais il se sent surtout menacé par la compétition pour le leadership régional que se livrent, par son intermédiaire, la Russie et l'Ouzbékistan.

Or la déstabilisation au Tadjikistan pourraient avoir des répercussions importantes sur les autres républiques d'Asie Centrale confrontées également à des risques nombreux.

## **12. De nombreux risques transforment l'Asie Centrale en poudrière**

### **121. Des richesses convoitées**

L'Asie Centrale aux civilisations anciennes et prospères, a toujours offert aux hommes, sédentaires ou nomades, les richesses de son sol et de son sous-sol. Les terres fertiles des piémonts montagneux, l'eau abondante de multiples fleuves et rivières ont permis le développement d'une agriculture multiséculaire dans les vallées et les oasis. Le sous-sol est riche : lapis-lazuli, rubis, or et métaux précieux rares, aujourd'hui pétrole de la Caspienne, gaz du Turkménistan, coton de l'Ouzbékistan... Mais l'enclavement généralisé de la région domine l'ensemble des questions économiques, politiques et géopolitiques et limite l'exploitation de ces richesses. Celle-ci, dépendant fortement de compromis politiques fragiles passés avec des puissances régionales ou mondiales, suscite aujourd'hui convoitises et conflits.

- La guerre de l'eau

Même si la mise en valeur de l'Asie Centrale se heurte à l'obstacle d'un climat continental et d'une pluviosité réduite, la région ne manque ni de bonnes terres ni d'eau, grâce à ses massifs montagneux, Tian Chan, Pamir et leurs avant-monts. Culminant à plus de 7000 m, ses massifs sont richement pourvus en glaciers et névés qui alimentent deux fleuves majeurs : l'Amou Daria <sup>1</sup> et le Syr Daria <sup>2</sup>. De nombreuses rivières, affluents de l'un ou l'autre fleuve, descendent également des montagnes et permettent dans les plaines et les oasis le peuplement des hommes.

Mais malgré son abondance, l'eau est devenue un bien très convoité, car elle participe à l'équilibre géopolitique de la zone. En effet, au niveau régional, la surprenante imbrication des frontières actuelles des cinq républiques rend très difficile la mise en oeuvre d'une gestion concertée de l'eau et multiplie les petits conflits d'intérêts. Ainsi le Syr Daria prend sa source dans les montagnes du Tian Chan en Chine, traverse le Kirghizstan - état amont - puis l'Ouzbékistan, le Tadjikistan - vallée occidentale de Fergana - à nouveau l'Ouzbékistan puis le Kazakhstan et se jette enfin dans la mer d'Aral. L'Amou Daria prend sa source dans les montagnes du Pamir du sud, traverse d'abord le Tadjikistan, le Turkménistan puis passe longuement en Ouzbékistan et finit par se jeter aussi dans la mer d'Aral. Donc régulièrement, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kazakhstan - Etats aval - reprochent au Kirghizistan qui développe sa production d'hydroélectricité, de trop ponctionner le fleuve Syr Daria en été au moment où les autres Etats ont besoin d'irriguer leurs champs de coton <sup>3</sup>. L'Ouzbékistan accuse le Turkménistan de faire baisser fortement le débit de l'Amou Daria ; le Kazakhstan dénonce lui, la pollution du Syr Daria par l'Ouzbékistan. La gestion de l'eau représente donc aujourd'hui un enjeu important pour tous ces états en raison de son utilisation industrielle ou hydroélectrique et surtout son importance pour l'irrigation. Ces problèmes ne sont pas nouveaux car l'URSS avait en effet développé massivement, surtout à partir des années 1960, la culture intensive du coton, basée sur une irrigation forcenée grâce aux eaux des deux fleuves. Les millions de m<sup>3</sup> pompés et l'emploi massif d'engrais ou de pesticides sont aussi directement à l'origine de la diminution de moitié de la mer d'Aral <sup>4</sup>, mer dans laquelle se jettent les deux grands fleuves. Le niveau d'eau a baissé de 18 mètres aujourd'hui et la superficie de cette mer qui atteignait 69 500 km<sup>2</sup> en 1960 n'en couvre plus que 30 000 aujourd'hui <sup>5</sup>. Mais malgré la prise de conscience des cinq états concernés, la concertation est devenue plus difficile depuis l'indépendance des républiques et

---

<sup>1</sup> Le fleuve est long de 1 415 km et son bassin couvre 309 000 km<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> Fleuve long de 2 212 km et bassin de 219 000 km<sup>2</sup>.

<sup>3</sup> Olivier Roy : « la nouvelle Asie Centrale où la fabrication des nations », Paris, le Seuil 1997 ; O. Roy rappelle le rôle des deux grands fleuves dans la construction des sociétés d'Asie Centrale.

<sup>4</sup> A. Dulait, F. Thual : « la nouvelle Caspienne », Paris, Ellipses, 1998 page 58.

<sup>5</sup> A. Chauprade, « Géopolitique : constante et changements dans l'histoire », Paris, Ellipses, 2001.

l'absence du « grand frère russe » ; les fleuves et leur bassin représentent donc un enjeu économique important.

Après l'eau qui reste surtout un enjeu interne à l'Asie Centrale, l'exploitation des nouvelles richesses que sont le gaz et les hydrocarbures suscite la convoitise de nombreuses puissances.

- Le grand jeu pétrolier autour de la Caspienne

L'effondrement de l'Union soviétique, l'émergence de nouveaux états et la « redécouverte » des hydrocarbures de la mer Caspienne <sup>1</sup>, a sensiblement bouleversé la carte énergétique régionale voire mondiale, en faisant apparaître côte à côte deux blocs, exportateurs ou exportateurs potentiels d'hydrocarbures : la Russie déjà largement engagée dans cette voie <sup>2</sup> et les nouveaux pays de la Caspienne, principalement en Asie Centrale le Kazakhstan pour le pétrole et le Turkménistan pour le gaz. La Caspienne n'est donc plus uniquement l'objet des arrangements bilatéraux de jadis entre Moscou et Téhéran ; elle a acquis une véritable dimension internationale et les problèmes politiques, économiques et stratégiques qu'elle pose transforment cette mer et son environnement en une nouvelle zone sensible du système international.. Certains géopoliticiens avaient même fait de la Caspienne le concurrent direct et le successeur des pays du golfe persique. Plus récemment, les estimations ont été revues à la baisse et les réserves pétrolières comparées à celle de la mer du Nord <sup>3</sup>. Malgré cet infléchissement, la mer Caspienne et son environnement immédiat l'Asie Centrale, gardent toute leur importance dans les enjeux pétroliers à venir <sup>1</sup>.

La zone de la Caspienne dispose incontestablement d'atouts importants qui résident dans le potentiel de ses réserves, l'intérêt que lui manifestent les compagnies pétrolières internationales et les profits économiques et financiers potentiels. Objets de convoitises de toutes sortes, le pétrole de la mer Caspienne ou le gaz du Turkménistan font miroiter de nouvelles richesses tant pour des pays riverains à la recherche d'une véritable croissance que pour des intérêts occidentaux, notamment américains, grandissants ou enfin pour les traditionnels intérêts russes sur une zone longtemps considérée comme leur champ clos. Cette nouvelle confrontation entre Russie et Occident n'est pas sans rappeler le « grand jeu » ou rivalité qui au XIX<sup>ème</sup> siècle opposa l'empire britannique et la Russie tsariste pour la domination de l'Asie Centrale. L'arrivée dans la zone des Américains et de leurs multinationales pétrolières constituent un véritable défi pour la Russie.

---

<sup>1</sup> J. Radjanyi, « transports et géostratégie au sud de la Russie », *Le Monde diplomatique*, 1998 , page 18-19.

<sup>2</sup> *Nato Parliamentary Assembly Report* La Russie est aussi un fournisseur essentiel d'énergie pour l'Europe.

<sup>3</sup> 3% des réserves mondiales.

Cependant plusieurs obstacles majeurs s'opposent au réel développement de la région : son instabilité politique, ses conflits internes, sa pauvreté mais surtout la faiblesse de l'exploitation du pétrole par les pays riverains et le problème des routes d'évacuation des hydrocarbures.

L'exploitation cohérente du pétrole suppose que soit d'abord réglé le problème du statut juridique de la mer caspienne. En effet jusqu'en 1991, l'Iran et l'URSS seuls pays riverains, la considéraient comme un lac régi par des traités internationaux bilatéraux et s'en partageaient les bénéfices. En 1991, le nombre d'états riverains est passé de 2 à 5 et ces derniers ne sont pas parvenus à s'entendre ni sur un nouveau statut juridique, ni sur la délimitation de leurs frontières maritimes respectives, ralentissant de ce fait la mise en exploitation du plateau continental. L'Azerbaïdjan et le Kazakhstan notamment, les mieux dotés en réserves connues d'hydrocarbures, défendent l'idée d'un statut de mer fermée. Dans ce cas, conformément à la Convention des Nations unies de 1982 portant sur le droit de la mer, des Zones Economiques Exclusives pourraient être définies pour chaque pays sur le plateau continental. Une amorce de solution s'est dessinée en 1998 grâce à un accord russo-Kazakh. La surface de la mer serait utilisée en commun et les fonds marins partagés par secteurs nationaux. Les pays riverains semblaient donc s'acheminer vers une solution à l'exploitation des ressources pétrolières de la caspienne. Cependant les récentes initiatives russes en la matière se sont heurtées au refus de l'Azerbaïdjan, de l'Iran et du Turkménistan, et la signature d'un traité définissant le statut légal et les conditions d'exploitation des hydrocarbures ne semblent toujours pas être à l'ordre du jour.

Le débat sur la Caspienne reste aussi largement alimenté par le problème géopolitique des voies d'évacuation des productions pétrolières et gazières sur le marché international. Il s'agit bien sûr d'une question fondamentale liée au développement économique des états concernés ; mais le choix d'une voie de désenclavement est également important pour les Etats voisins, en raison des retombées économiques initiées par la mise en place de pipelines ou de gazoducs. La compétition engage donc de nombreux Etats. En la matière, la configuration des échanges de la région, est largement dominé par l'héritage soviétique. En effet les trois principaux réseaux d'exportation des hydrocarbures d'Asie Centrale sont orientées dans un axe Nord-Sud vers la Russie. Dès 1991, les pays producteurs ont donc cherché à éviter une trop forte dépendance à l'égard de la Russie qui avait, de plus, tendance à se comporter en véritable despote économique (ventes en devises, mais paiements en roubles<sup>2</sup>) et à détourner à son profit les revenus de l'énergie. Le problème des voies d'évacuation est encore plus important pour le gaz. En

---

<sup>1</sup> Une récente évaluation stratégique de la Central Intelligence Agency estime à 50 % l'accroissement de la demande d'énergie dans les quinze prochaines années.

<sup>2</sup> Olivier Roy, *l'Asie Centrale contemporaine*, *op.cit.* page 88.

effet à la différence du pétrole, le gaz, s'il n'est pas liquéfié, ne constitue pas un produit parfaitement stable et ne peut être acheminé depuis la source que par gazoduc.

Pour l'instant, aucune solution globale, autre que celle existante, n'a pu être trouvée, compte tenu des contraintes techniques, économiques, politiques et stratégiques. Tous les projets de désenclavement se heurtent aux menaces potentielles d'un rival commercial ou politique ou à de nombreux conflits locaux. Les enjeux sont donc très différents pour les protagonistes. La Russie tient à contrôler les routes de sortie du pétrole et du gaz, et sait pouvoir s'appuyer sur son réseau d'oléoducs déjà construit. Elle propose donc une modernisation des tuyaux existants et le raccordement de la mer Caspienne à la mer Noire, permettant ainsi l'ouverture vers la Méditerranée <sup>1</sup>. Mais d'autres voies permettent de diversifier l'exportation d'hydrocarbures et sont notamment défendues par les occidentaux. Ainsi les Etats-Unis ont choisi la voie ouest par l'axe : Bakou-Georgie, prolongée d'une route terrestre par la Turquie (Bakou-Ceyhan). L'enjeu là encore est bien stratégique. Certes la possibilité de réduire la dépendance des pays de la région face au transit du pétrole russe est séduisante, mais plus encore il s'agit d'écartier un autre grand projet de désenclavement, la voie sud via l'Iran. Ce projet, s'il se réalisait, serait contraire à la loi d'Amato de 1996 promulguant des sanctions contre l'Iran. Promouvoir la voie ouest permet aussi aux États-Unis de récompenser l'allié turc en lui offrant la possibilité de renforcer son rôle régional au détriment de l'Iran et de la Russie, tout en évitant de surcharger les détroits du Bosphore en pétroliers. Si les républiques concernées ont signé en 1999 un engagement sur cette voie ouest, les compagnies pétrolières américaines sont plus réticentes. La route de l'est vers la Chine représente aussi une option stratégique pour l'avenir énergétique de ce pays. La Russie n'a, elle non plus, pas dit son dernier mot. La baisse du prix des hydrocarbures depuis la fin des années 90, le coût exorbitant de la construction de voies nouvelles, la réévaluation à la baisse des réserves de la Caspienne lui donnent des arguments d'autant plus forts dans les négociations. La construction déjà engagée de deux pipelines(entre Tengiz au Kazakhstan et Novorossisk d'une part et Bakou et le même port russe d'autre part) lui donne une certaine longueur d'avance (cf. carte annexe 9). S'agissant du gaz, le Turkménistan a lui choisi de se raccorder au gazoduc iranien, chose faite en 99. Depuis, en février 2002, la Russie a proposé au Turkménistan une alliance eurasiatique du gaz qui grouperait les quatre pays producteurs de la CEI : Russie, Turkménistan, Kazakhstan et Ouzbékistan. Si cette alliance prenait une forme effective, elle pèserait d'un poids nouveau sur le marché mondial du gaz et redonnerait à la Russie une part d'initiative.

En tout état de cause, la rivalité pour le contrôle des voies de désenclavement des hydrocarbures du bassin de la Caspienne est loin d'être close. Ce jeu de confrontation et de pouvoir

---

<sup>1</sup> Le tracé partirait du Kazakhstan, rejoindrait le port de Novorossisk et gagnerait la Grèce en évitant la Turquie et l'Ukraine.

s'étend également au domaine économique tout entier. En effet l'Asie Centrale, terre de passage mais isolée et enclavée, est en butte à de nombreux trafics et luttes entre groupes mafieux.

- Trafics en tous genres

Depuis leur indépendance, les républiques centre-asiatiques sont confrontées aux problèmes croissants de nombreux trafics illicites qui menacent la stabilité même d'Etats encore fragiles. Le premier de ces trafics, en volume, en richesses générées et en nocivité aussi, est celui de la drogue. Dans ce domaine, l'Asie Centrale occupe une position géographique stratégique entre les zones de production (Croissant d'or : Afghanistan, Pakistan, Iran ; Triangle d'or : Birmanie, Laos, Thaïlande) et les centres de consommation d'Europe et de Chine. À la culture historique de substances psychotropes, l'Asie Centrale ajoute des conditions climatiques et géographiques favorables et des facteurs conjoncturels déclencheurs que sont la consommation de drogue par les Russes depuis 1979 (début de la guerre contre l'Afghanistan), la relative ouverture des frontières depuis 1991 et la dégradation de la situation économique des nouvelles républiques. La production centrée principalement sur le cannabis et l'opium touche les cinq Etats, mais elle reste relativement faible face à l'ampleur du trafic même, en grande partie originaire d'Afghanistan. En effet, ce pays qui partage au total plus de 2000 kilomètres de frontières avec le Tadjikistan, le Turkménistan et Ouzbékistan, est devenu, d'après le programme des Nations unies de contrôle international des drogues, le premier producteur d'opium de la planète (75 % de l'opium mondial). Cet opium est pour partie transformé en Asie Centrale, mais surtout transite par ces Etats pour prendre le chemin de la Russie, de l'Ukraine, de l'Europe orientale et occidentale. Les nombreuses routes de la drogue sont aussi celles de l'héroïne afghane et se jouent de la perméabilité des frontières ou de la corruption endémique des gardes-frontières. Malgré quelques efforts de lutte contre ces trafics, plutôt effet d'annonce que réelle volonté politique, la production, le transit et même la consommation locale ne cessent d'augmenter <sup>1</sup>.

Des groupes criminels très divers dirigent ces trafics : Russes, Afghans, organisations criminelles turques, groupes mafieux géorgiens, azéris, chinois... Le trafic de la drogue sert aussi de source de financement dans le domaine politique. Chefs de guerre locaux, groupes d'oppositions politiques, l'utilisent pour survivre dans la clandestinité ou financer des activités politiques. L'essor du narcotraffic et de la production locale de stupéfiants risquent ainsi de précipiter la société vers une criminalisation croissante et de perturber davantage la vie économique. En corollaire, se développent la circulation des armes à feu et des explosifs, le crime organisé, la corruption au sein de l'Etat et des

---

<sup>1</sup> En effet les conditions de vie locale difficiles, la crise économique, poussent les jeunes centres asiatiques vers la consommation de ces substances.

organes dirigeants, le blanchiment de l'argent de la drogue. Des domaines importants des économies centre-asiatiques risquent ainsi d'être contrôlés par des groupes mafieux.

L'essor de tous ces trafics constitue donc une menace très sérieuse pour l'avenir des sociétés de la région, mais surtout pour la stabilité des cinq républiques, confrontées par ailleurs à d'autres difficultés majeures.

## **122. La menace islamique**

L'Islam, religion de la majorité des habitants en Asie Centrale, joue un rôle important dans le processus de renforcement de l'identité nationale des cinq républiques, mais peut aussi constituer une menace importante pour leur stabilité. En effet les indépendances ont ravivé un sentiment religieux qui n'avait jamais vraiment disparu et peut aussi entraîner l'apparition de mouvements radicaux désireux d'établir, souvent par la force, des régimes islamiques. Cette menace dont la réalité est difficile à évaluer, paraît cependant aujourd'hui assez circonscrite.

### **• Les foyers fondamentalistes existants**

L'Islam de l'Asie Centrale se réclame du sunnisme de rite hanéfite et a été largement structuré par les confréries soufis <sup>1</sup> qui prônent l'expérience individuelle de la relation avec Dieu et contribuent à amoindrir tout risque de radicalisme. Même si les soviétiques avaient limité les manifestations de l'islam en Asie Centrale, ils avaient conservé un clergé officiel tandis qu'un islam parallèle se développait, promu par des mollahs souvent autoproclamés. La ré islamisation des sociétés après l'indépendance a souvent fait réapparaître au grand jour des pratiques religieuses jusque-là discrètes. Les mouvements radicaux apparus à la faveur de missionnaires revenus du Pakistan et d'Arabie Saoudite, ont alors trouvé des bases d'implantation notamment dans la vallée du Ferghana situé au carrefour de trois pays <sup>2</sup>. Leur action a rapidement révélé une dimension politique.

L'islamisme est apparu d'abord en URSS avec « le parti de la renaissance islamique » fondé en 1990. Celui-ci se présente comme un mouvement supranational fédérateur. Deux branches s'en distinguent pour l'Asie Centrale : une tadjik et une ouzbek. Cet islamisme se révèle en effet plutôt faible au Kazakhstan et au Turkménistan, limité géographiquement au Kirghizistan et est beaucoup plus fort au Tadjikistan et en Ouzbékistan. Au Tadjikistan, le parti de la renaissance islamique devient rapidement un parti d'opposition obligé de s'exiler en Afghanistan à partir de 1992 <sup>3</sup>. Dépassant d'ailleurs les

---

<sup>1</sup> Sur ce thème, voir Zarconet, T., « L'Islam d'Asie Centrale et le monde musulman. Restructurations et interférences », *Hérodote*, n°84, 2<sup>ème</sup> trimestre 1997, p.57-76.

<sup>2</sup> Sur la vallée du Ferghana, voir infra paragraphe 123.

<sup>3</sup> La date correspond au début de la guerre civile.

revendications idéologiques, il finit par s'intéresser davantage aux problèmes nationaux et entre dans la coalition gouvernementale mise en place en juin 1997. Précédemment, ce parti avait refusé de s'allier aux talibans. La branche ouzbek en revanche, dénommée MIO (mouvement islamique de l'Ouzbékistan) est resté plutôt dans la clandestinité et a choisi un radicalisme dur comprenant le soutien aux talibans et l'internationalisme militant.

- Des soutiens extérieurs

À plusieurs reprises, les partis islamistes ouzbek ou tadjik ont utilisé comme base arrière l'Afghanistan, acquis à leurs intérêts après la prise de pouvoir par les talibans en 1996. La direction politique du MIO se trouve aujourd'hui en Afghanistan où le mouvement disposerait aussi d'un camp d'entraînement à proximité de la frontière avec l'Ouzbékistan. Le MIO semblait également avoir noué en Afghanistan des liens avec des réseaux islamiques de solidarité dotés de ramifications internationales. Les soutiens dont le MIO peut bénéficier au Tadjikistan et en Afghanistan lui ont permis de renforcer sa capacité d'action et de mener des opérations en Ouzbékistan. Entre 1997 et 1999, ce parti a ainsi multiplié depuis une base afghane, les incursions en territoire Kirghiz et les actes de violence contre l'Ouzbékistan. Les plus meurtriers ont été en février 1999 une série d'attentats à Tachkent dont l'un visait le chef de l'État. En 2000 les incursions des groupes islamistes ont repris, en particulier dans les zones frontalières au Tadjikistan, au Turkménistan et en Ouzbékistan.

- Un renforcement de la répression anti-islamique

Dans un premier temps, les Etats se sont appropriés leur héritage religieux et ont favorisé le développement de la pratique. L'Islam est devenu à la fois « un facteur culturel important »<sup>1</sup>, une référence identitaire obligée pour les élites dirigeantes et une composante de l'identité nationale de chaque état. Mais le renforcement des mouvements radicaux a incité les gouvernements à augmenter leur contrôle sur la religion et à s'opposer au développement d'un radicalisme islamique menaçant de saper l'autorité étatique. Ils ont ainsi remis en place un « comité des affaires religieuses » chargé de contrôler le clergé et des lois pour organiser le champ religieux. Cette évolution a été particulièrement marquée en Ouzbékistan, pays le plus touché par le développement des courants islamistes. Par ailleurs, les mouvements radicaux ont été sévèrement réprimés et leurs membres emprisonnés<sup>2</sup>.

Cependant si la menace islamique apparaît aujourd'hui contenue, un risque réel subsiste. Le MIO s'appuie toujours sur sa base afghane ; un autre parti islamiste, apparu récemment, le parti de la libération, trouve beaucoup d'audience auprès des jeunes ; la politique de répression menée par les

---

<sup>1</sup> Roy Olivier « le rôle de l'islam en Asie Centrale et au Caucase », *Nouveaux Mondes* n° 3, automne 1993, p. 22-23.

<sup>2</sup> « La guerre de Karimov contre les islamistes », *Le Figaro*, 5-6 janvier 2002.

gouvernements peut aussi radicaliser une partie de l'opinion ; la menace a même pu être instrumentalisée pour légitimer et renforcer des régimes autoritaires (Ouzbékistan) en annihilant toute opposition politique; les nombreux trafics de drogue déjà évoqués financent souvent les mouvements islamistes.

A ce réveil possible d'un islam radical, s'ajoutent de sérieuses menaces périphériques ou internes à la zone.

### **123. De sérieuses menaces internes**

- Des conflits potentiels

La première situation conflictuelle à la périphérie de l'Asie Centrale, mais qui lui est aussi intimement liée, est celle de l'Afghanistan. Ce pays partage avec le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, des frontières communes ainsi que leurs ethnies les plus importantes . Cette situation de proximité fait peser sur l'Asie Centrale de nombreux risques potentiels tenant entre autres à la propagation de l'idéologie religieuse radicale des talibans, à l'essor des trafics de drogue, à la propagation d'un terrorisme islamiste transfrontalier et enfin aux conséquences de la nouvelle guerre de l'Afghanistan. Face aux risques croissants de déstabilisation, les républiques d'Asie Centrale se sont dans un premier temps, rapprochées militairement de Moscou et plus récemment ont apporté leur aide aux États-Unis dans leur lutte contre le terrorisme islamiste.

D'autres conflits périphériques, non résolus ou en cours, notamment les crises au Caucase pourraient également bouleverser le fragile équilibre géopolitique de l'Asie Centrale. En effet la guerre russo-tchéchène, le conflit arméno-azéri pour le rattachement du Haut-Karabakh, les affrontements interethniques en Abkhazie ou en Ossétie- Géorgie, sont autant de menaces qui pèsent sur la stabilité régionale, en particulier sur le désenclavement des républiques asiatiques et donc leur essor économique.

Située au cœur de l'Asie Centrale, la vallée du Ferghana reste un lieu d'affrontements ethniques. Oasis entourées de montagne, elle accueille une population dense de 6 millions de personnes<sup>1</sup>. Partagée entre trois Etats, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, cette vallée se caractérise par l'enchevêtrement de ses ethnies, la complexité de son découpage frontalier et par son isolement du territoire national des républiques de rattachement, notamment l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. Les relations entre groupes ethniques y sont particulièrement difficiles et de nombreux affrontements et troubles ont fait craindre en 1997 et surtout 1999 la déstabilisation de la zone. De plus, un renforcement de la pratique de l'islam, l'activité fréquente de bandes armées, la circulation de la drogue et des armes,

---

<sup>1</sup> La densité est de 300 à 500 habitants au km<sup>2</sup> suivant les lieux.

renforce les heurts existants et font de la vallée du Ferghana un point de tension important entre les républiques centre asiatiques.

Un autre danger, séquelle du passé soviétique, touche aussi fortement Asie Centrale et constitue une réelle menace pour l'environnement.

- Les crises écologiques

La gestion soviétique a eu en effet des conséquences catastrophiques sur l'environnement de l'Asie Centrale. Le pouvoir bolchevique a utilisé les grandes étendues asiatiques à son profit pour y expédier ce qu'il lui fallait cacher : steppes transformées en dépotoirs, industries polluantes, centre d'essais bactériologiques... La carte des sites pollués, (cf. annexe 10), montre l'étendue des atteintes à l'environnement. L'industrie lourde développée au Kazakhstan fait aujourd'hui son malheur. Le pays doit également gérer les conséquences graves pour la population des expérimentations nucléaires soviétiques menées dans le polygone d'essais de Semipalatinsk. 456 explosions, dont 86 aériennes et 30 terrestres, ont été enregistrées depuis 1949. La population de la ville proche, 200 000 habitants alors, non protégée et non avertie, a vu augmenter de manière dramatique les maladies diverses et en particulier de nombreux cancers et maladies pulmonaires. Les modifications génétiques sont nombreuses chez les enfants, notamment ceux de la troisième génération du nucléaire. Aux alentours de l'aéroport militaire de la ville, ce sont des millions de tonnes de kérosène déversées à même le sol qui polluent les puits, la nappe phréatique mais aussi l'Irtisch, fleuve proche qui se jette dans l'Ob et représente une véritable bombe écologique en puissance. Ourk Kaménogork est aujourd'hui la ville la plus polluée de tout le territoire de l'ex Union soviétique. Ses usines de production de béryllium, strontium, de plomb, même si elles ne fonctionnent aujourd'hui qu'à 30 ou 40 % de leur capacité, sont à l'origine de la diminution régulière de l'espérance de vie de la population.

Aux zones polluées pour de longues années s'ajoutent la salinisation et l'alcalinisation des sols dues à une irrigation mal conçue et à l'érosion. La collectivisation et la mécanisation ont entraîné partout des pertes de savoir-faire millénaire. L'agonie de la mer d'Aral, déjà évoqué <sup>1</sup>, reste le symbole médiatique des catastrophes écologiques de l'Asie Centrale. Bien que deux Etats seulement en soient riverains, tous sont impliqués dans sa destinée, soit parce qu'ils sont les châteaux d'eaux de l'ensemble, soit parce qu'ils participent au prélèvement d'eau ou au contrôle de ses accès. À l'inverse, la montée des eaux de la mer Caspienne, phénomène naturel mal connu, provoque de nombreuses inondations et menacent les villes, les voies de communication et surtout de vastes champs pétrolifères des années 1950. 700 puits seraient déjà recouverts, multipliant les fuites et les pollutions locales. L'esturgeon de la mer

---

<sup>1</sup> Cf. supra paragraphe 121.

Caspienne <sup>1</sup>, est lui-même menacé à la fois par les pollutions, la pêche intensive due au braconnage et pour le futur, par les plates-formes off-shore installées dans la Caspienne.

L'Asie Centrale tout entière souffre donc de cette situation de crise écologique généralisée, d'autant qu'elle se trouve confrontée à de grandes difficultés économiques et à une détérioration des conditions de vie de sa population.

- Disparités, paupérisation et tension sociale

En 1991, au moment de la dissolution de l'Union soviétique, les républiques d'Asie Centrale faisaient partie des plus pauvres de l'union. Leur indépendance avait alors soulevé l'espoir d'années de prospérité et de vie meilleure. Aujourd'hui les républiques déchantent et se retrouvent confrontées à une situation économique très difficile. La transition vers une économie de marché ne réussit pas à substituer une véritable autonomie aux dépendances de type colonial imposées par la Russie. La population assiste, impuissante, à une baisse alarmante de son niveau de vie et voit surtout les inégalités se creuser et la paupérisation se renforcer. Ainsi une grande partie des habitants de l'Asie Centrale vit au-dessous du seuil de pauvreté <sup>2</sup>. Parallèlement, le service public et la couverture sociale s'effondrent dans tous les pays. Les gouvernements, à court de liquidités, ont le plus grand mal à maintenir un service minimum dans les domaines de la santé, de l'éducation, des retraites ou des allocations familiales, dans lesquels l'Etat soviétique intervenait beaucoup.

Si les disparités entre Etats existent, (le Kazakhstan et l'Ouzbékistan étant dans une position plus favorable que les autres pays, le Tadjikistan étant loin derrière), elles s'accroissent fortement au sein même des pays. En effet, l'ancienne nomenclatura soviétique ou les gouvernements et clans au pouvoir, ont tendance à accaparer et détourner à leurs profits les richesses nationales. La corruption endémique profite toujours aux mêmes groupes ; les investissements étrangers, souvent réalisés sur le long et moyen terme, sont récupérés par les dirigeants et le fossé entre riches et pauvres, villes et campagnes, loin de se combler, augmente inexorablement.

La désillusion des populations centre asiatiques est aujourd'hui grande ; la situation de crise économique et sociale provoque le mécontentement croissant de la population et une forte agitation sociale, déjà réelle dans certains Etats est à craindre pour l'avenir. Qu'arrivera-t-il quand les miséreux des steppes se confronteront aux classes riches et dirigeantes des villes ? Confrontés à ces risques variés et nombreux, les acteurs régionaux et mondiaux se montrent incapables, pour l'instant, de stabiliser la zone.

---

<sup>1</sup> 90 % de la population mondiale de ces poissons vivent dans la Caspienne.

<sup>2</sup> Djalili M, géopolitique de la nouvelle Asie Centrale, *op.cit.*, les chiffres sont de 83 % au Tadjikistan, 48 % au Turkménistan, 43 % au Kazakhstan, 50 % au Kirghizistan et 23 % en Ouzbékistan.

En effet, malgré leurs efforts, les différents acteurs, locaux, régionaux et mondiaux ont échoué à créer de véritables alliances supranationales. La Russie elle-même subit de nombreuses contraintes qui limitent ses ambitions dans la zone.

## **21. L'échec des alliances supranationales**

Aucune forme de coopération régionale efficace ne s'est développée tant entre les républiques d'Asie Centrale, qu'à l'intérieur de l'espace soviétique ou avec des puissances extérieures.

### **211. Les rivalités dominent les relations entre les républiques d'Asie Centrale**

La première décennie d'indépendance, loin d'instaurer une nouvelle ère de coopération entre les cinq Etats d'Asie Centrale, a vu se multiplier tensions et rivalités dans les domaines diplomatiques, ethniques et économiques.

- **Difficultés diplomatiques**

Pendant ces dix années d'indépendance, les tensions se sont accrues entre les états voisins. Des ambassades réciproques ne se sont ouvertes qu'en 1999 ; l'obligation de visa entre les républiques a été systématisé en 1999 et 2000 <sup>1</sup> ; les frontières sont aujourd'hui matérialisées (barbelés, mines, surtout en Ouzbékistan) ; les vols directs entre capitales sont peu nombreux et chaque république a eu à cœur de créer sa propre compagnie d'aviation. De plus l'Ouzbékistan d'une part, et le Turkménistan et le Kazakhstan d'autre part, s'affrontent diplomatiquement pour la prééminence régionale. Enfin aucun consensus diplomatique ne se manifeste sur des problèmes collectifs. La coopération militaire a ainsi échoué lors des attaques islamistes de 1999 et 2000 ; en 2001 et 2002, aucune position commune n'a pu être arrêtée quant à la présence militaire américaine sur le territoire des républiques. Des problèmes frontaliers sont même survenus récemment entre l'Ouzbékistan et le Kirghizistan.<sup>2</sup>.

Des tensions ethniques croissantes opposent aussi les nouvelles républiques les unes aux autres.

- **Tensions ethniques**

---

<sup>1</sup> Roy, O., *colloque sur l'Asie Centrale au Sénat*, juin 2001 : « la raison n'en est pas la menace directe représentée par le voisin, mais les infiltrations de groupes islamistes en provenance de l'Afghanistan ».

<sup>2</sup> L'Ouzbékistan avait demandé un droit de passage pour rejoindre une enclave ouzbek en territoire Kirghiz, ce qui lui a été refusé. Les deux pays se sont mutuellement coupés l'eau puis le gaz.

Une des grandes caractéristiques des pays de l'Asie Centrale est leur hétérogénéité ethnique sans équivalent, par le nombre des groupes humains, l'hétérogénéité de leur mode d'identification et la variété des religions représentées. Le Kazakhstan et l'Ouzbékistan comptent en fait plus de cent nationalités : kazakhe, ouzbek, turkmène, russe, ukrainien, allemand, tatar, tadjik, karakalpak, ouïghour... soit occupants originels, soit réfugiés, transfuges, colonisateurs. Si ces minorités vivent globalement en bonne harmonie et sont protégées par les constitutions des cinq républiques, la montée des nationalismes entraîne partout une polarisation ethnique croissante d'autant que la délimitation artificielle des frontières attise des antagonismes anciens. Ainsi, les deux grandes villes historiques de Samarkand et de Boukhara, tadjikophones, ont été attribuées à l'Ouzbékistan. Tadjiks et Ouzbeks craignent aujourd'hui chacun l'émergence de l'autre pays et se sont déjà opposés à travers la guerre civile tadjik, ou à l'arrivée des talibans en Afghanistan. Ainsi les islamistes ouzbeks ont rejoint les talibans paschtouns et les islamistes tadjiks ont soutenu l'ancien dirigeant de l'Alliance du Nord, Massoud. Le différend Tadjiks - Ouzbeks remonte en fait à 1929 car l'Ouzbékistan n'a jamais accepté la transformation du Tadjikistan jusque-là république autonome de l'Ouzbékistan, en république de plein droit. Des tensions existent également entre l'Ouzbékistan et le Kazakhstan pour des problèmes frontaliers.

Dans un tel contexte, les tentatives de développement de relations économiques internes en Asie Centrale, ont été d'emblée difficiles.

- Faiblesse des relations économiques réciproques

Bien que le potentiel économique de l'Asie Centrale soit élevé, l'économie reste confrontée à de nombreuses faiblesses propres à chaque Etat et en grande partie liées aux blocages politiques. Les cinq républiques sont donc plutôt tentées de se tourner vers les puissances voisines, Iran, Turquie, Pakistan et surtout vers les pays occidentaux États-Unis et Union Européenne. Certes des tentatives locales d'union économique ont bien eu lieu. D'abord en 1992, avec la création de la communauté régionale d'Asie Centrale (CRAC), utopie d'une intégration économique des espaces régionaux avec impôts, droits de douane communs et prix concertés. Mais très vite, le Tadjikistan et le Turkménistan ont abandonné la place, faisant s'effondrer du même coup les rêves de marché commun régional. Une deuxième tentative a eu lieu en 1995 dans l'espace CEI lorsque le Kazakhstan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan ont rejoint l'union douanière créée en 1994 par la Russie et la Biélorussie. Mais le constat après plusieurs années de fonctionnement est décevant. Les régimes douaniers n'ont pas été unifiés, le commerce entre les pays membres a plutôt diminué, et en 1999, en contradiction avec les accords passés, le Kazakhstan a instauré des barrières à l'importation de certains produits de base en provenance de la Russie, puis du Kirghizistan et de l'Ouzbékistan.

En parallèle, la politique économique russe en Asie Centrale s'affaiblit régulièrement car en matière d'investissements la Russie ne peut pas offrir d'alternative aux capitaux occidentaux et au manque de technologies modernes dont les républiques d'Asie Centrale ont besoin pour la production de biens de consommation courante ou pour l'extraction de leurs hydrocarbures. Seul le Kazakhstan intéresse directement la Russie pour la sécurité économique qu'il peut procurer ainsi que pour les productions d'hydrocarbures de la Caspienne.

A cette absence de coopération entre les républiques, s'ajoute une coopération régionale qui reste symbolique tant au niveau de la CEI qu'avec les voisins proches.

## **212. L'absence de crédibilité de la CEI**

Instituée en 1991 à l'initiative du président de la Russie, Boris Eltsine, la communauté des états indépendants n'est ni une fédération, ni une confédération, mais plutôt un club de chefs d'État, méfiants et souvent engagés dans des coalitions à géométrie variable. De nombreuses initiatives ont cependant été lancées pour développer la communauté et l'intégration de ses membres, sans grand succès.

- Les initiatives pour développer la communauté

Celles-ci ont été nombreuses : création d'une banque inter étatique en 1992, adoption d'une charte en 1993 prévoyant la possibilité de créer un espace économique commun et à terme une zone de libre-échange, en 1997 projet d'introduction d'une monnaie unique à l'horizon 2005 - 2010.

Parallèlement la CEI se dote des institutions censées lui permettre une évolution vers l'intégration économique : un conseil des chefs d'État qui décide par consensus, un conseil des chefs de gouvernement qui coordonne la coopération entre les organes exécutifs et s'occupe plutôt des questions politiques, un secrétariat exécutif, une cour économique... Au total ses objectifs et ses institutions s'inspirent largement de l'évolution de l'Union Européenne.

- Des initiatives qui se révèlent vite décevantes

Toutes les mesures prises ont été en fait largement déclaratives car la plupart n'ont pas été adoptées ou mises en pratique par les pays membres. De plus, la Russie occupe une part prépondérante au sein de la CEI qu'elle préside, ce que n'apprécie pas certains Etats. Ainsi en 1997, le sommet des chefs d'État de la CEI à Chisinau (Moldavie) a marqué l'ouverture d'une crise entre la Russie et ses partenaires, les seconds accusant la première de ne pas proposer un modèle acceptable d'intégration. Avec l'arrivée du président Poutine, le contexte évolue lentement puisque la Russie souhaite plutôt développer toutes les organisations régionales enregistrées auprès de l'ONU dont la CEI, et compte sur l'aide de l'Union Européenne.

Aujourd'hui, le commerce entre les républiques ex-soviétiques ne cesse de décliner. En 1990 les trois-quarts des exportations des républiques soviétiques se faisaient entre elles ; en 1999 la part des échanges intra-CEI représentait à peine plus du quart des échanges totaux.

Cet échec se retrouve dans la définition d'une politique étrangère et de sécurité commune.

- Echec d'une politique étrangère et sécuritaire commune

Les difficultés auxquelles se heurte la CEI en matière de politique étrangère et sécuritaire commune, sont une parfaite illustration des limites de l'expérience communautaire. Les multiples rivalités et conflits qui opposent plusieurs des pays membres constituent un obstacle majeur à toute avancée dans ce domaine. L'échec est apparu au grand jour lorsque les nouveaux Etats ont dû prendre position sur l'élargissement à l'est de l'alliance atlantique. Sur ce sujet essentiel aux yeux de Moscou, aucune position commune n'a pu être définie au sein de la CEI. La Russie s'est battue pour tenter de faire renoncer les occidentaux à ce projet et elle n'a cessé de dramatiser la situation. Or non seulement Moscou n'a pas été suivie par ses partenaires dans sa condamnation solennelle des décisions prises par l'OTAN, mais plusieurs d'entre eux ont pris le contre-pied de ses propositions. Ainsi pour l'Asie Centrale l'Ouzbékistan et le Turkménistan ont estimé que cet élargissement ne menaçait pas leurs intérêts nationaux qui seraient au contraire confortés par un renforcement de leur coopération avec l'alliance atlantique. Les très fortes tensions provoquées par les exercices militaires qui se sont déroulés dans le cadre du partenariat pour la paix au cours de l'été et de l'automne 1997 sur le sol de certains des nouveaux Etats (Kazakhstan, Ouzbékistan) ont confirmé l'attraction désormais exercée par l'OTAN et la gravité des fractures au sein de la CEI. Le pacte de sécurité de 1992 apparaît de fait vidé de sa substance.

### **213. Une coopération régionale inefficace**

Depuis 1991, l'Asie Centrale est à nouveau ouverte aux influences de ses voisins et retrouve sa vocation naturelle de lieu de passage entre les deux parties de l'Asie et au delà vers le Moyen Orient et l'Europe. Malgré cela, aucune forme de coopération réellement efficace ne s'est développée pour l'instant en Asie Centrale, avec les pays voisins ou même ceux du monde occidental même si les 5 Etats ont intégré des organismes de coopération divers, locaux : l'ECO (Organisation de la Coopération Economique créée par le Pakistan, l'Iran et la Turquie), le GUUAM pour l'Ouzbékistan seul <sup>1</sup>, ou mondiaux (OSCE, UEO...).

- Echec des regroupements panturquiste et panislamique

---

<sup>1</sup> GUUAM : Géorgie, Ouzbékistan, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie.

Dès la dissolution de l'URSS, la Turquie a nourri de grandes ambitions en Asie Centrale en s'appuyant sur les liens linguistiques et culturels et la fibre panturquiste supposée des opinions publiques d'Asie Centrale. Le panturquisme mettait l'accent sur la composante turque partagée par quatre des cinq Etats <sup>1</sup>. Le projet d'un Turkestan uni était d'ailleurs évoqué depuis la conquête par les Russes et supposait le regroupement des peuples de la région en un seul grand État turc. Ainsi la Turquie a été le seul pays, avec les États-Unis et la Russie, à ouvrir immédiatement une ambassade dans chacune des cinq nouvelles républiques en 1991. Mais les élites centre-asiatiques n'avaient alors pas d'intérêt particulier à s'unir dans une structure politique supranationale. Soixante-dix années d'administration soviétique avaient même considérablement amenuisé les liens qui unissaient culturellement et même linguistiquement les divers peuples d'Asie Centrale. Le nationalisme ethnique développé par ces pays aujourd'hui s'oppose aussi au panturquisme, d'autant que la volonté des Ouzbeks de créer un grand Ouzbékistan continue à susciter des craintes. Cette situation explique le refus des pays d'Asie Centrale de s'inspirer dans de nombreux domaines du modèle turc. Aujourd'hui la Turquie a mis fin à ses grandes ambitions et joue un rôle discret, mais s'inscrivant dans la durée : création d'une agence de coopération spéciale pour l'Asie Centrale, offres de milliers de bourses pour les étudiants centre asiatiques et investissements locaux d'entrepreneurs privés.

Un second regroupement aurait pu voir le jour à travers une religion commune, l'Islam, sous l'égide de l'Iran. Cependant cette orientation panislamique ne s'est pas non plus développée. En effet la structure très décentralisée de l'Islam en Asie Centrale et le grand nombre de sectes sunnites n'offrent pas un terrain très favorable à l'organisation de la religion en instrument politique. Le renouveau islamique, qui a quand même eu lieu en Asie Centrale, fut davantage un cheminement individuel qu'une interprétation politique de l'Islam. Enfin les modèles islamistes offerts par l'Iran chiite, les talibans ou le wahhabisme arabe, à cause de leur intransigeance, ne peuvent répondre aux attentes des diverses branches sunnites modérées qui regroupent la majeure partie des croyants de la région. L'Iran a donc essentiellement cherché à sortir de l'isolement dans laquelle les États-Unis la confinent en renouant des liens avec les pays de l'Asie Centrale et en participant à l'exploitation des ressources de la Caspienne ; mais sa politique n'a pas pris la forme d'un prosélytisme fondamentaliste. Téhéran s'est en fait efforcé de rester très proche de Moscou en raison de la conjonction d'intérêts entre les deux pays : méfiance devant une percée éventuelle américaine et turque, refus du partage territorial des eaux de la Caspienne, hostilité aux talibans, stabilité géopolitique de la zone. L'Iran possède cependant un atout majeur : elle est la meilleure voie d'exportation pour les hydrocarbures d'Asie Centrale. Cependant les sanctions américaines

---

<sup>1</sup> Le tadjik est une langue indo-iranienne alors que les quatre autres langues sont de la famille ouralo-altaïque.

instaurées en 1996 à l'égard de l'Iran bloquent pour l'instant tout développement économique dans ce domaine <sup>1</sup>. De plus, les relations de Téhéran avec l'Ouzbékistan restent limitées en raison du soupçon qui pèse sur l'Iran de soutenir à la fois les tadjiks et les islamistes contre les Ouzbeks. Enfin avec le Turkménistan, l'Iran développe des liens économiques bilatéraux essentiellement centrés sur l'exportation du gaz turkmène.

- La faiblesse des relations avec les grands voisins

La Chine, le plus grand des voisins de l'Asie Centrale, s'est jusqu'à présent montrée relativement discrète dans ses relations politiques. Pourtant la Chine considère comme primordiale la stabilité en Asie Centrale, en raison de la répercussion que pourraient avoir des troubles éventuels sur sa région autonome ouïgoure du Xinjiang <sup>2</sup>, et elle est donc très attentive au développement de la situation dans cette nouvelle périphérie. De plus, devenue depuis 1994 un pays importateur de pétrole, elle souhaite étendre ses liens avec les Etats d'Asie Centrale riches en hydrocarbures. Enfin elle manifeste sa volonté d'être présente dans la construction de l'architecture de sécurité future de la zone aux cotés de la Russie notamment. Pour l'instant, elle a donc opté pour des accords sur le tracé de ses frontières avec le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan, sur sa participation aux questions de sécurité dans le cadre du pacte de Shanghai <sup>3</sup> et sur le développement de liens économiques mutuellement bénéfiques. Un projet d'oléoduc qui relierait la Caspienne et le Xinjiang est également en discussion.

Bien qu'éloignés géographiquement, les pays occidentaux développent également leur présence dans la zone, en particulier les États-Unis. En effet, à l'éclatement de l'URSS, les États-Unis n'entendaient pas laisser la Fédération de Russie dominer une zone stratégique qui abrite des ressources énergétiques essentielles. D'où une politique de soutien engagée envers les cinq républiques mais aussi en Afghanistan envers le régime des talibans comme alternative à l'hégémonie russe. Les États-Unis développent actuellement en Asie Centrale une véritable politique de puissance en étant présents dans les secteurs stratégiques que sont l'économie, la défense et la culture. Leur aide est ainsi adaptée à la situation de chacun des Etats, mais aussi au potentiel estimé de chacun d'eux. Elle s'est manifestée par une forte présence économique (grandes multinationales du secteur pétrolier, de l'industrie agroalimentaire, investisseurs divers...), une intervention dans la restructuration de l'armée et la reconversion des industries de défense. La promotion de l'anglais fait aussi partie de la diffusion de leur influence.

---

<sup>1</sup> Cf. supra paragraphe 121.

<sup>2</sup> La population est turcophone des deux côtés de la frontière.

<sup>3</sup> Cf. infra « l'action du groupe de Shanghai ».

L'union européenne est également présente dans la zone notamment à travers le programme TACIS (assistance technique à la Communauté des Etats Indépendants), et le programme TRACECA (Transport Corridor Europe Caucasus Asia), projet de corridor permettant le désenclavement de l'Asie Centrale à travers le Caucase et la mer Noire. Cependant, cette assistance est finalement peu visible aux yeux de l'opinion publique, et les investissements privés peu importants à l'exception de ceux de l'Allemagne en partie grâce à sa diaspora.

Les relations avec l'Inde, le Pakistan et l'Afghanistan sont restés également limitées mais sont à replacer dans le contexte, d'une part de la crainte du fondamentalisme islamique et d'autre part de la confrontation stratégique entre l'Inde et le Pakistan. L'Inde a cependant trouvé une base de coopération avec l'Asie Centrale en mettant l'accent sur la lutte contre le radicalisme islamique, le terrorisme transfrontalier et le trafic de drogue. Il s'agit aussi pour elle de s'opposer à une trop grande influence de la Chine en se rapprochant de la Russie avec laquelle elle a conclu un partenariat stratégique en octobre 2000<sup>1</sup>.

Dans ce contexte, l'instance de coopération du groupe de Shanghai revêt une importance nouvelle.

- L'action du groupe de Shanghai

Le forum de Shanghai a été créé en avril 1996 pour promouvoir la sécurité et la stabilité régionale en réglant les différents conflits frontaliers et en développant des relations de bon voisinage entre les pays membres : Russie, Chine, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan. Les motivations des membres du groupe sont assez différentes et ont pu évoluer au fil du temps. Au sein de l'organisation, Moscou défend des enjeux à la fois sécuritaires et politiques. Moscou a notamment vu dans ce cadre multinational, un forum propice à l'expression de sa lutte pour la multipolarité contre l'hégémonie américain ainsi que le lieu de l'affirmation de son « partenariat stratégique » avec la Chine. Ce dernier pays partage d'ailleurs avec Moscou ce souci d'un monde multipolaire mais il insiste sur sa volonté de stabilisation d'une zone jouxtant ses propres territoires. Aujourd'hui le forum a évolué, surtout à partir de 1999, vers un renforcement de l'importance de la lutte contre le développement des activités terroristes et trafics de drogue dans la région. La guerre civile en Afghanistan voisin, source de trouble et d'instabilité, n'est pas étranger à cette évolution de la vocation du forum. Le 15 juin 2001, ce dernier s'instituait en « organisation de coopération de Shanghai » et à cette occasion, l'Ouzbékistan rejoignait le groupe. L'intégration de ce nouveau membre renforce le poids de l'organisation et permet aux six pays de signer la « convention de Shanghai pour combattre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme ».

---

<sup>1</sup> Djalili, M., La géopolitique de la nouvelle Asie Centrale, *op.cit.*, p.144.

Dans le cadre du groupe de Shanghai, la Russie veut jouer un rôle prépondérant, à l'image des ambitions qu'elle nourrit pour l'espace centre asiatique, mais qu'elle n'est pas toujours en mesure de concrétiser.

## **22. Les ambitions et contraintes de la Russie**

La Russie, étroitement liée historiquement et géographiquement avec Asie Centrale, veut rester l'acteur majeur de cette région qu'elle considère à la fois comme son étranger proche et sa première ligne de défense ; mais sa propre situation économique et politique difficile limite ses possibilités d'actions dans le système complexe des relations internationales centre asiatiques.

### **221. La Russie reste un acteur majeur pour son étranger proche**

Attachée à rester influente dans une zone limitrophe et longtemps russe, puis soviétique, la Russie développe avant tout des préoccupations sécuritaires et militaires.

- **La défense des frontières extérieures de la CEI**

Le premier objectif de Moscou dans la zone, correspond bien à un souci sécuritaire majeur : la protection de sa propre sécurité. En effet, les frontières russes avec l'Asie Centrale constituent une forte vulnérabilité sur son flanc sud, en terme de fragilité territoriale, de perméabilité migratoire ou criminelle, enfin de pénétration stratégique d'une autre puissance, capable de réaliser avec la Russie. Cette crainte est clairement exprimée dans « la conception de sécurité nationale » adoptée en janvier 2000. La défense des frontières extérieures de la CEI constitue donc la première ligne de défense de la Russie elle-même, et l'Asie Centrale en est un maillon important. Moscou a donc mis l'accent sur la poursuite de liens militaires avec les nouvelles républiques, obtenant dans ce domaine des succès mitigés. Ainsi la Russie n'est militairement présente que dans trois états : le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan. Ses liens sont d'ailleurs particulièrement fort avec le Kazakhstan, pays qui constitue une zone tampon pour la Russie <sup>1</sup>, mais qui dispose aussi d'installations stratégiques fondamentales <sup>2</sup>. L'importance donnée par la Russie aux liens militaires avec les nouveaux Etats a, sans aucun doute, porté préjudice à leurs relations économiques. La Russie n'a pas su tirer profit de leur passé commun pour développer des relations économiques bilatérales équilibrées, laissant ainsi le champ libre aux intérêts occidentaux et asiatiques.

Le passé commun des deux entités était pourtant particulièrement fort, forgé au fil des siècles par la colonisation puis la soviétisation.

---

<sup>1</sup> Les deux pays ont des frontières communes de 7 500 km.

<sup>2</sup> Cosmodrome de Baïkonour, centre d'essais de missiles de Sary Saghan.

- Une histoire commune forgée par la colonisation puis la soviétisation

Compte tenu de leur situation géographique respective, les contacts ont toujours été nombreux entre la Russie et l'Asie Centrale. Mais c'est surtout à partir du milieu du XVIII<sup>ème</sup> siècle que l'avancée de la Russie en Asie procède d'une stratégie de longue durée. Elle s'empare progressivement de l'espace asiatique, soit par une colonisation de peuplement, en particulier au Kazakhstan <sup>1</sup>, soit par l'établissement de protectorats qui cooptent finalement les structures traditionnelles. Le cadre institutionnel d'une véritable présence coloniale était ainsi en place. La Russie cherche d'une part à accroître son commerce et accéder à une production de coton et d'autre part à prévenir toute pénétration britannique par le sud. Cette politique de réunification prend fin au début du XX<sup>ème</sup> siècle, remplacée à partir de 1924 par une volonté de soumission des peuples musulmans à l'ordre soviétique. Cette soviétisation s'est enracinée pendant soixante-dix ans en Asie Centrale et a marqué de son empreinte la vie politique, économique et culturelle de cette région.

Aujourd'hui ce passé culturel reste fort même si, depuis leurs indépendances, les républiques se sont découplées progressivement de l'héritage russe et soviétique pour regagner une réelle autonomie. La Russie dispose cependant encore de leviers politiques et militaires qui lui permettent de conserver une certaine influence.

- Les leviers politico-militaire russes

Malgré de nombreux changements politiques ou culturels et la construction d'identité nationale propre à chacune des cinq républiques d'Asie Centrale, les techniques de pouvoir, la bureaucratie, les modes de pensée demeurent le produit de l'expérience soviétique. Les élites politiques, issues des rangs de l'appareil communiste, se sont maintenues au pouvoir, perpétuant un système politique ou économique proche du modèle russe et pouvant faciliter le retour de l'influence russe.

La présence d'une population slave nombreuse dans tous les Etats et particulièrement au Kazakhstan, constitue également un levier que la Russie peut utiliser à son profit. Cependant, le retour en Russie notamment entre 1992 et 1995, de près de 22 millions de russes installés en Asie Centrale, atténue le poids de cette minorité.

Enfin la présence militaire russe dans trois des républiques, les accords passés avec tous dans le domaine militaire (conseil, accords bilatéraux,...) contribuent à maintenir la Russie au cœur d'une zone devenue la pierre angulaire de l'équilibre de l'Eurasie.

Mais malgré sa volonté d'influence, la Russie se trouve en butte à des difficultés intérieures qui limitent sa politique extérieure.

---

<sup>1</sup> Ce qui explique le très fort pourcentage de la minorité russe dans la population de cet Etat.

## **222. Une situation intérieure difficile**

Onze ans après l'éclatement de l'URSS, la Russie demeure un pays hors norme ; pays gigantesque : 17 millions de km<sup>2</sup>, 146 millions d'habitants composés à 80 % de russes <sup>1</sup>. Mais alors que son avenir reste incertain, la Fédération de Russie constitue une bonne part de l'espace asiatique, touche, via l'Asie Centrale ou la Sibérie, les deux grands potentiels du XXI<sup>ème</sup> siècle, l'Inde et la Chine, et se trouve donc au cœur des équilibres ou déséquilibres géopolitiques prochains. Mais la Fédération est aussi un pays en pleine décomposition dont il est difficile d'apprécier l'état réel. Sa situation intérieure difficile se caractérise par l'effondrement économique du pays, la crise du système politique et la décomposition de ses armées.

- L'effondrement économique

Onze années d'indépendance ont totalement déstructuré l'économie du pays. Le produit intérieur brut a été réduit de moitié ; la production, la consommation intérieure et les finances de l'état se sont effondrées. Des secteurs entiers, industriels ou de services s'écroulent ; les capitaux fuient massivement à l'étranger ; les revenus de la population, les importations sont au plus bas. La faillite de l'Etat fédéral est totale car il apparaît impuissant à redresser la situation. Les régions en profitent pour s'éloigner d'un pouvoir central incapable de rassembler les moyens politiques et financiers de sa légitimité <sup>2</sup>. Les vellétés d'autonomie se développent donc dans toutes les régions. Enfin les différents systèmes économiques et sociaux mis en place par le pouvoir communiste s'effondrent peu à peu et les infrastructures sont dans un état désastreux. Cette situation explique les grandes difficultés qu'éprouve la Russie pour investir en Asie Centrale et aider au développement économique de la région. Pourtant, la Russie possède de réels éléments de développement humain, des industries d'armement et des ressources énergétiques naturelles importantes. Malgré la crise financière de 1998 qu'elle a subie de plein fouet, elle se redresse peu à peu. L'arrivée du Président Poutine à la tête de l'Etat, a rendu une certaine stabilité au pouvoir fédéral et replacé les régions sous l'autorité centrale.

À ce constat économique désastreux, mais en voie d'amélioration, s'ajoute la difficile marche vers une façade démocratique.

- La crise politique

Depuis l'éclatement du modèle soviétique, l'état russe se recompose avec ses organes, son gouvernement, son assemblée du peuple..., mais il se défait difficilement des contraintes du passé. Ainsi

---

<sup>1</sup> Boyer Y., Facon I., « La politique de sécurité de la Russie : entre continuité et rupture », Paris, Ellipses FRS, 2000, 225 p. « Mais une population qui a régressé de 3 millions d'habitants en 10 ans ».

<sup>2</sup> Les changements fréquents des responsables politiques en témoignent.

le régime reste tyrannique, soumis à la toute-puissance du président de la république et de son administration. Le pouvoir s'établit traditionnellement sur une base clanique où chaque président ou Premier ministre s'entoure de ses fidèles. Le pouvoir s'identifie donc aux différentes luttes pour le conquérir et à la valse des premiers ministres. Cependant depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine en mars 2000, une accalmie semble l'emporter. Sa priorité est évidemment d'établir un état stable qui fonctionne. Il s'y est employé en rééquilibrant les relations du Kremlin avec les différents sujets de la Fédération, en cassant l'oligarchie capitaliste qui s'était formée sous Boris Eltsine son prédécesseur. Il cherche notamment à rétablir son autorité sur les secteurs majeurs de l'économie (énergie, transports). L'autoritarisme de Poutine réussit à maintenir pour l'instant une certaine stabilité politique, mais de nombreuses réformes restent à engager alors que la ligne directrice suivie ne semble pas évidente aux yeux d'observateurs extérieurs. La répartition actuelle du pouvoir ne paraît pas favoriser les réformes indispensables à un développement durable.

L'avenir politique de la Russie reste donc incertain, alors même que le soutien traditionnel du régime, les Armées, est aussi en pleine décomposition.

- La décomposition des armées

En effet, les armées russes elles-mêmes luttent pour leur survie quotidienne. Les effectifs comme les budgets se sont effondrés. Les militaires représentent aujourd'hui 1,2 millions d'hommes au lieu de 4,3 auparavant. La baisse dramatique des budgets de fonctionnement ne permet plus d'assurer convenablement l'entraînement et le maintien en condition des personnels et des matériels. L'efficacité opérationnelle reste donc faible et serait en fait limitée aux opérations intérieures et régionales. De plus, le retrait d'Afghanistan ou l'échec en Tchétchénie portent atteinte au moral général. Certes, des réformes structurelles et organisationnelles accompagnent l'élaboration d'une nouvelle doctrine militaire et en particulier nucléaire. Le redécoupage des zones militaires, la réflexion sur les forces stratégiques témoignent de cette volonté de réforme. Mais de nombreuses questions restent en suspens, concernant le processus de désarmement, la politique d'exportation d'armement, la détermination de missions claires. L'opacité organisationnelle et budgétaire de l'appareil militaire inquiète encore et la capacité réelle des forces armées reste à déterminer. Enfin, le complexe militaro-industriel connaît également une situation très difficile qu'il tente de surmonter en se tournant vers les exportations au détriment de l'équipement national.

Les différents éléments de la crise intérieure russe apparaissent donc comme autant de facteurs limitant sa puissance extérieure.

### **223. Une situation qui limite considérablement sa puissance**

La Russie a en effet perdu depuis longtemps sa position de superpuissance mondiale et n'a plus les moyens de mener une politique de grande envergure. Elle est à la recherche d'une définition et d'une identité propre à la fois nationale et étatique. En attendant, elle essaie de conserver un système de relations internationales lui permettant de se garantir « un rang minimum ».

Ainsi après avoir varié dans la définition de ces orientations militaro-stratégiques, la Russie poursuit trois objectifs principaux :

- La recherche d'un monde multipolaire

En effet le Kremlin lutte depuis plusieurs années pour que la Russie conserve un rôle important dans le système des relations internationales. Elle a donc fait de la lutte contre l'établissement d'un monde unipolaire dominé par la puissance militaire et économique américaine, un objectif stratégique. Cette volonté de multipolarité s'exprime clairement dans le concept de sécurité nationale 2000. Dans la même optique, la Russie dénonce également le rôle de l'OTAN en tant qu'outil de suprématie américaine dans le monde. C'est pourquoi dès le lendemain du 11 septembre 2001, Vladimir Poutine déclarait sa volonté d'être associé directement à la recomposition des rapports internationaux en participant à la riposte, donc à la promotion d'une nouvelle multipolarité.

Dans le droit-fil de cette recherche, la Russie puissance asiatique et européenne tente simultanément de se rapprocher de la Chine et de l'Europe.

- Le rapprochement russo-chinois

Le partenariat stratégique que la Russie a entamé avec la Chine constitue un réel succès de sa diplomatie. En effet, après des visites régulières et de nombreux échanges à partir de 1992, plusieurs accords signés ont permis aux deux pays de régler une bonne partie de leurs contentieux territoriaux, de démilitariser les frontières communes, mais aussi de signer des accords de non-agression. La Russie approvisionne la Chine en armement russe et tous deux collaborent dans un pacte de sécurité régionale, l'Organisation de Shanghai, précédemment évoquée <sup>1</sup>. Cette politique de rapprochement s'est récemment concrétisée en juillet 2001 par la signature d'un traité d'amitié et de coopération, le premier depuis 1950, conclu pour 20 ans entre la Russie et la Chine.

- L'ouverture à l'Ouest

La Russie se rapproche également de l'Europe auprès de laquelle elle voudrait trouver un contre-poids indépendant de la toute-puissance américaine. Dès 1992, elle a commencé à nouer des

---

<sup>1</sup> Cf. paragraphe 213.

contacts avec l'UEO, dans le but de favoriser la constitution d'une architecture de sécurité globale en Europe. Cependant, elle s'est vite rendue compte du caractère incontournable d'une coopération avec les Etats Unis et l'Otan, pour favoriser son dialogue avec l'Europe. Cette dernière a aujourd'hui aussi bien compris l'importance de ne pas exclure un tel grand pays des institutions euro-atlantiques les plus prestigieuses et de nouer avec lui un véritable partenariat politico-militaire.

Dans ce contexte, l'attentat du 11 septembre aux Etats-Unis a bouleversé les relations internationales et donné une nouvelle acuité aux problèmes géopolitiques de l'Eurasie.

L'Asie Centrale est en effet la seule région du monde qui a radicalement changé après le 11 septembre, redistribuant les cartes des différents acteurs géopolitiques, la Russie en premier lieu qui en profite pour restaurer son influence, mais aussi les États-Unis ou la Chine dont les jeux de pouvoir se recomposent.

### **31. La Russie restaure son influence sur sa périphérie**

Ce processus était déjà largement entamé avant les attentats du 11 septembre 2001, mais la répression antiterroriste qui s'en est suivie, a accéléré le phénomène, caractérisé par la définition d'une nouvelle ligne d'action et l'instrumentalisation de la menace islamique, même si des résistances à cette nouvelle influence restent visibles.

#### **311. Une nouvelle ligne d'action**

Après une longue période d'hésitations et de valse des concepts, la Russie s'est enfin fixée sur les orientations militaro-stratégiques et sécuritaires à mettre en oeuvre, notamment en réaction au jeu de la politique occidentale et américaine. Pour répondre à ce défi, notamment dans l'espace géostratégique centre asiatique, la Russie a pris une série d'initiatives durant la première moitié de l'année 2000.

- Une doctrine pragmatique

La nouvelle orientation met fin aux nombreuses oscillations précédentes, entre une tentation isolationniste de la Russie et une attitude néo-impériale vis-à-vis de ces ex- républiques. Une nouvelle doctrine de politique étrangère, complétant les doctrines militaires et stratégiques, est rendue publique le 10 juillet 2001. Celle-ci donne la priorité à la protection des intérêts concrets de la Russie et un des objectifs essentiels est ainsi l'établissement d'une ceinture d'Etats amis qui formerait une sorte de glacis de protection autour de la Russie. Dans ce cadre, les relations entre Moscou et les états de la CEI demeurent l'une des priorités de la politique extérieure la Russie, avec cependant l'acceptation d'une intégration à plusieurs vitesses. Les relations futures devant être basé sur la volonté réciproque de coopérer et la disponibilité des Etats de la CEI.

Dans cette optique, Moscou s'est appuyé sur les nouvelles doctrines exprimées pour proposer sa protection militaire en échange d'une alliance géopolitique.

- Une alliance géopolitique en Asie Centrale

Ainsi, dès le début de l'année 2000, de nouvelles relations se nouent entre Moscou et Tachkent alors que l'Ouzbékistan était le plus réfractaire des Etats de la région à l'égard des velléités russes en Asie Centrale. Des visites réciproques des présidents rapprochent leurs positions. Même si l'attitude de Tachkent peut parfois paraître ambiguë, écartelée entre ses propres ambitions qui le poussent vers l'Occident et la nécessité de bénéficier de l'aide russe, tant face à une menace externe islamiste que face à une opposition politique interne, elle reste surtout intéressée par la stabilité régionale. Vingt-huit accords de coopération militaire ont ainsi été conclus entre les deux pays en mai 2000 ; et c'est la coopération militaire entre l'Asie Centrale tout entière et la Russie qui semble avoir trouvé un nouveau souffle. Ainsi des manœuvres conjointes, regroupant des forces armées du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Tadjikistan, de l'Ouzbékistan, de la Russie, mais aussi de l'Arménie et de la Biélorussie, se déroulent fin 2000 sur les territoires tadjik et ouzbek. L'Ouzbékistan, le Kirghizistan et le Tadjikistan acceptent également d'accroître leurs coopérations bilatérales avec Moscou dans le domaine de la défense aérienne commune.

Ces nouvelles relations entre Moscou et l'Asie Centrale, mais aussi plus largement les Etats de la CEI, correspondent bien au pragmatisme de la nouvelle doctrine russe de politique étrangère et coïncident avec les intérêts des autres états de maintenir leur stabilité intérieure. Mais les attentats du 11 septembre 2001 témoignent aussi du caractère réversible de ce nouvel engagement, dans la mesure où les pays asiatiques ont pu trouver chez les occidentaux une alternative crédible aux garanties offertes par les Russes. D'autant que ceux-ci, cherchent avant tout, à prendre en considération les intérêts de la Fédération de Russie.

- La poursuite des intérêts de la fédération de Russie

En effet, derrière sa nouvelle conception de politique étrangère, et ses applications géopolitiques en Asie Centrale, la Russie poursuit ses propres intérêts, notamment à travers une orientation délibérément anti-américaine. « Les menaces pour la sécurité nationale de la Russie, dans la sphère internationale, s'expriment dans les tentatives d'autres états de s'opposer au renforcement de la Russie comme l'un des centres influents du monde multipolaire. » Il s'agit donc bien pour la Russie de se poser en acteur positif des relations internationales en Asie Centrale, en s'appuyant sur les Etats existants.

Cependant, après les attentats du 11 septembre, les pays de la région ont accueilli des troupes américaines sur leur territoire, zone même des intérêts essentiels russes. Certes, la Russie elle-même a donné son accord, mais avait-elle le choix ? Ces ex-républiques n'auraient-elles pas outrepassé un

éventuel refus ? Les États-Unis sont aujourd'hui présents à Khanabad en Ouzbékistan <sup>1</sup>, à Manas près de la capitale kirghize et enfin sur l'aéroport de la capitale du Tadjikistan. Cette présence militaire américaine inquiète l'opinion russe quant aux éventuelles répercussions économiques ou culturelles futures.

Cependant, les attentats du 11 septembre servent aussi directement les intérêts russes en leur permettant d'instrumentaliser la menace islamique.

### **312. L'instrumentalisation de la menace islamique**

Pour assurer le rétablissement de leur influence sur la région, les dirigeants russes ont joué sur le sentiment d'insécurité en Asie Centrale, du notamment à la menace islamique. La lutte engagée a d'ailleurs été initiée par plusieurs des cinq républiques, même si dans ce domaine, la forte population islamique en Russie constitue à la fois un frein et une menace future.

- La politique russe de lutte anti-islamique

Cette politique, loin d'être une conséquence du 11 septembre, a été favorisée par la situation en Afghanistan, puis par la suite, par les incursions d'éléments islamistes et les attentats perpétrés à l'été 1999 ou 2000 au Kirghizistan et en Ouzbékistan. Moscou a eu beau jeu de présenter l'Afghanistan des talibans comme le centre du terrorisme international et la plus grande menace de la région. Elle a ainsi en 2000 menacé de bombarder le territoire afghan et en a profité pour augmenter sa présence militaire au Tadjikistan. De plus, le renforcement de la coopération militaire et les accords passés avec l'Ouzbékistan en 2000 sont liés également à cette mise en exergue de la menace islamique.

Moscou, à travers ses porte-parole, a également cherché à faire un lien, sans aucun élément de preuve, entre les talibans, les dirigeants tchéchènes et les dirigeants du Mouvement Islamique d'Ouzbékistan. L'orientation des activités du groupe de Shanghai vers la lutte antiterroriste participe de la même démarche. Les attentats du 11 septembre et la croisade antiterroriste toujours en cours, ont été l'occasion rêvée pour la Russie de se voir conforter dans la démarche entreprise et notamment de légitimer ses opérations militaires en Tchétchénie au nom de la lutte contre les terroristes islamiques. L'Occident devait d'ailleurs faire un geste vers Moscou à cette occasion en appelant les rebelles tchéchènes à rompre leurs liens avec les groupes terroristes internationaux, ou en affirmant son soutien aux efforts des autorités russes en vue d'un règlement politique en Tchétchénie <sup>2</sup>.

L'exemple russe trouve écho en Asie Centrale.

---

<sup>1</sup> Leur présence est estimée à un millier d'hommes.

<sup>2</sup> Heibsbourg F, « Hyper terrorisme : la nouvelle guerre », Paris, Laffont, 2001, p.149.

- Les politiques risquées des républiques d'Asie Centrale

À l'instar de la Russie et avec son soutien, les pays d'Asie Centrale ont multiplié les actes de répression islamique depuis septembre 2001, anéantissant à la fois islamistes et opposants politiques. C'est particulièrement vrai pour l'Ouzbékistan d'autant que le soutien de Moscou dans ce domaine lui était totalement acquis. Ainsi les frontières ont été fermées pour empêcher les infiltrations d'islamistes en provenance d'Afghanistan ; le système de délation développé par le service de sécurité nationale (NSS) hérité du KGB soviétique, a été renforcé dans la capitale. Tous les vrais islamistes ont été arrêtés et le MIO est en voie de disparition.

Cependant, les méthodes répressives des régimes en place pourraient raviver l'islam radical, si celui-ci devenait le seul drapeau de l'opposition et existait alors uniquement dans une logique interne antigouvernementale. Le risque de cristallisation existe donc en Asie Centrale, surtout dans les zones déshéritées, mais également en Russie où l'islam prend aujourd'hui de plus en plus d'importance, rendant plus étroite la marge de manœuvre de Vladimir Poutine.

- La montée en puissance du poids de l'islam en Russie

Même réduit à son territoire actuel, la Fédération de Russie reste un pays où l'islam à représente la seconde religion avec au moins 13 millions d'adeptes, soit 9 % de la population<sup>1</sup>. Aujourd'hui, l'audience de l'islam ne peut que croître en Russie, au moins démographiquement, dans la mesure où sept républiques de la Fédération sont à dominante musulmane et ces régions conservent, contrairement aux autres, un fort taux de natalité. Mais l'attitude du pouvoir central a toujours été ambivalente à l'égard de l'islam, mis alternativement en avant comme un élément constitutif de la spécificité russe par rapport à l'Europe ou à l'Asie, ou au contraire comme une menace pour l'identité russe. C'est notamment le cas du wahhabisme, l'un des principaux courants de l'islam radical qui tente de prendre pied au cœur de la Russie dans les républiques musulmanes du Tartastan, du Daghestan et de Bachkirie. En Tchétchène, le wahhabisme s'est renforcé au cours de la guerre d'indépendance contre Moscou. Si depuis son accession au pouvoir, Vladimir Poutine a courtisé la communauté musulmane, il cherche surtout à la tenir sous contrôle. Mais son soutien aux États-Unis dans leur lutte antiterroriste risque de lui aliéner un nombre croissant de musulmans sensibles à l'antiaméricanisme. Poutine doit donc craindre dans son propre pays le réveil d'un islam radical.

---

<sup>1</sup> Certains experts parlent même de 20 millions de musulmans.

### **313. Des résistances à vaincre**

Celles-ci proviennent tout d'abord de la population russe, mais aussi des républiques d'Asie Centrale elle-même ou des pays voisins.

- Les avis divergents de l'opinion publique russe

Même si le soutien immédiat de Vladimir Poutine à George Bush servait les intérêts stratégiques russes, l'opinion publique n'a pas totalement été sensible à ces arguments. Certes, elle a été émue par l'ampleur des attentats, mais par la suite a considéré, comme un certain nombre d'officiels politiques et militaires russes, que la puissance américaine surpassait sensiblement l'autorité russe et notamment s'affranchissait d'un accord réel pour son action en Afghanistan. En février et en mars 2002, la presse russe se faisait ainsi l'écho des inquiétudes nationales et dénonçait parfois violemment les intentions supposées américaines et donc aussi la politique poursuivie par Poutine. La marge de manœuvre de ce dernier se réduit donc sensiblement, d'autant que les résistances se développent aussi en Asie Centrale.

- Les réticences des Etats d'Asie Centrale

Les efforts de la Russie pour développer son influence se heurte aussi aux résistances plus ou moins affichées des dirigeants d'Asie Centrale. Ceux-ci se méfient en effet des arrière-pensées de la Russie. Ainsi l'Ouzbékistan, malgré ses accords avec la Russie, a toujours rejeté l'idée de la présence de troupes russes sur son sol. De plus, il craint de voir se renforcer un nationalisme tadjik soutenu par Moscou qui pourrait avoir des intentions conquérantes sur certaines possessions ouzbeks. De manière générale, les dirigeants centres asiatiques ne sont pas prêts à hypothéquer leur indépendance et leur liberté d'action pour prix du soutien russe. Enfin la Russie jouit d'une image mitigée en Asie Centrale, notamment en raison de l'héritage écologique fortement dégradé qu'elle a laissé, de la profonde crise intérieure qu'elle traverse et de son insistance à promouvoir des voies pétrolières de désenclavement passant par son territoire.

Loin d'être séduits par le modèle russe, les pays d'Asie Centrale sont aujourd'hui tentés de se tourner vers les états occidentaux, dont l'attractivité économique culturelle paraît plus intéressante.

Les résistances à l'influence russe sont aussi celles des pays voisins ou occidentaux.

- Les intérêts des autres puissances

Toutes les puissances, voisines directement ou indirectement de l'Asie Centrale, sont elles aussi intéressées par la stabilité de la zone. Or pendant longtemps, la Russie n'a pas semblé être en mesure de garantir politiquement et militairement cette dernière, d'où la volonté des grands voisins de nouer des accords avec les Etats centre asiatiques, pour pallier l'insuffisance russe. Aujourd'hui le retour d'influence

russe inquiète en partie la Chine, l'Iran ou le Pakistan qui craignent un nouveau déséquilibre régional. Tous se rejoignent cependant pour dénoncer une présence américaine durable qui, certes a eu l'avantage de renforcer la stabilité de l'Eurasie, mais porte atteinte d'une part à leurs intérêts communs, stratégiques et économiques et d'autre part à la dynamique russe sur son « pré carré ».

La réaffirmation durable de l'influence russe dépend donc également de l'attitude de ses voisins et surtout de la politique engagée par les États-Unis.

### **32. La recomposition des alliances après le 11 septembre**

Les événements du 11 septembre ont eu des répercussions sur le monde entier, mais plus particulièrement sur les relations entre les États-Unis et le reste du monde et ont provoqué un processus de recomposition des alliances particulièrement visible autour de l'Afghanistan et de l'Asie Centrale. Dans ce processus qui touche toutes les grandes puissances régionales, l'une des manifestations les plus visibles a été le rapprochement entre les États-Unis et la Russie.

#### **321. Un rapprochement Russie - États-Unis cohérent, mais fragile**

Après les périodes de tension provoquées notamment par la guerre du Kosovo, les rapports Russie - États-Unis s'étaient légèrement améliorés, mais restaient empreints de scepticisme et comportaient de nombreux points de conflits. La réaction de la Russie juste après les attentats témoigne donc de ses ambitions mais aussi de ses difficultés dans le domaine des relations internationales.

- **Un soutien immédiat aux États-Unis**

Dès l'annonce des attentats aux États-Unis, la réaction de Moscou a été celle d'un soutien direct et sans ambiguïté. Dès le 13 octobre, Poutine signait un décret pour faire observer une minute de silence en mémoire des victimes des attentats <sup>1</sup>; il se trouvait parmi les premiers chefs d'État à présenter ses condoléances au président américain et la population russe patientait dans la rue pour donner son sang pour les blessés. Ce retournement de situation et cette immédiateté montre que les responsables russes ont rapidement discerné les gains politiques qu'ils pourraient retirer d'une telle crise.

Mais loin de paraître surprenante, l'attitude russe se révèle totalement cohérente avec la nouvelle politique menée par Vladimir Poutine depuis son élection. Moscou se pose ainsi en acteur incontournable des relations internationales et en pivot essentiel dans l'équilibre régional centre asiatique, notamment comme intermédiaire obligé avec les républiques d'Asie Centrale. Cette situation, certes fortuite, contribue à son retour d'influence en Asie Centrale. Ainsi la Russie a dépêché dans la région

---

<sup>1</sup> « Poutine solidaire », *Le Figaro*, 13 septembre 2001.

Vladimir Rouchaïlo, secrétaire du conseil de sécurité russe, pour s'assurer de la convergence des pays concernés avec Moscou. La coopération entre la Russie et les États-Unis dans l'échange de renseignements et d'informations sur les réseaux terroristes s'est considérablement intensifiée. Moscou a livré des armements à l'opposition antitalibane et a ouvert son espace aérien pour une aide humanitaire vers l'Afghanistan à laquelle elle participe. Fin novembre 2001, les premiers russes pénétraient à Kaboul, appartenant aux troupes spéciales du ministère russe des situations d'urgence qui gère les catastrophes naturelles et les opérations d'urgence <sup>1</sup>. De plus la Russie en a profité pour promouvoir, notamment auprès des autres puissances régionales, son souci de multipolarité, garant d'une meilleure stabilité mondiale et d'un plus grand respect du droit international.

En échange de sa bonne volonté, Vladimir Poutine recherche des dividendes certains pour son pays.

- La recherche de dividendes

Cet recherche s'exprime avant tout en termes d'intégration accrue de la Russie dans le jeu politique et économique international, objectif pour lequel le soutien américain est primordial. La politique de Moscou vise ainsi à améliorer le positionnement de son pays sur de nombreux « grands dossiers » traités en partenariat avec les États-Unis ou l'Occident tout entier. Les rapports de la Russie avec l'OTAN s'en sont trouvés confortés, comme le montre la visite en Russie du secrétaire général de l'OTAN, George Robertson, en novembre 2001, proposant une plus grande participation de Moscou aux décisions de l'Alliance. La Russie représente en effet pour l'OTAN un partenaire indispensable à l'instauration de la paix et de la stabilité dans la région euro atlantique. Sans gagner un droit de veto, ni briguer à une véritable adhésion, la Russie pourrait participer davantage aux consultations et décisions conjointes de l'Alliance à compter de la réunion de l'OTAN à Reykjavik en mai 2002 <sup>2</sup>. Sur le dossier du bouclier antimissile américain, que les Russes refusent comme une violation du traité ABM (Anti Ballistic Missile) qu'ils considèrent lui comme le fondement de l'équilibre stratégique international, la Russie s'est servi du 11 septembre pour montrer combien ce projet de défense n'était pas adapté à la menace terroriste sous quelque forme que ce soit. Cependant des rapprochements ont eu lieu sur ce thème entre les deux pays, Poutine réussissant à lier la question du bouclier antimissile à une diminution significative des arsenaux nucléaires.

---

<sup>1</sup> « Les Russes sont de retour à Kaboul », *Le Figaro*, 1<sup>er</sup>/2 décembre 2001.

<sup>2</sup> « La Russie partenaire privilégiée de l'OTAN », *le Figaro*, 8/9 décembre en 2001.

Enfin le traitement du problème tchéchène au regard de l'opinion occidentale a été facilité par l'instrumentalisation de la lutte antiterroriste et l'on évoque même aujourd'hui plus facilement l'intégration de l'économie russe, encore fragile et insuffisamment restructurée, dans le jeu économique international.

Le choix du soutien immédiat de Vladimir Poutine à Washington est donc parfaitement compréhensible au regard des enjeux poursuivis, mais cette alliance reste manifestement fragile liée à l'accord de l'opinion publique russe et au maintien à long terme de la présence militaire américaine en Asie Centrale.

- Les incertitudes du rapprochement russo-américain

En Russie même, les débats internes dans les semaines qui ont suivi les attentats, ont montré qu'au sein des élites politiques et militaires russes, le choix de Vladimir Poutine n'allait pas de soi. En effet de Moscou, la politique américaine en Asie Centrale était guidée depuis une dizaine d'années par leurs intérêts économiques, gaziers et pétroliers surtout. Le soutien apporté par les États-Unis aux Talibans participait à la fois de cette volonté économique de contrôler des oléoducs et de lutte contre l'influence de la Russie en Asie Centrale. Le revirement constaté au 11 septembre ne pouvait qu'inquiéter la population russe tout entière. Un sondage réalisé par le centre d'études d'opinion publique, VSIOM, entre le 9 et le 11 octobre 2001, montrait que 54 % des russes étaient inquiets des conséquences de ce conflit et 64 % craignaient que les soldats russes ne soient sacrifiés par leurs dirigeants. De plus la riposte américaine déclenchée le 7 octobre 2001 a pu renforcer, d'une certaine manière, la montée d'un antiaméricanisme latent chez les populations musulmanes. Enfin le discours tenu récemment par le président Bush, qualifiant en février 2002 l'Iran, l'Irak et la Corée du nord de « puissances du mal »<sup>1</sup>, a entraîné des protestations de la part de la Russie qui entretient des liens commerciaux avec chacun des trois pays. Des observateurs extérieurs ont même pu à cette occasion évoquer une « nouvelle guerre froide » entre les deux puissances, pas que la Russie n'a pas voulu franchir pour l'instant.

Pour l'avenir si la menace talibane et donc islamique parait momentanément écartée en Asie Centrale, le maintien de la présence militaire américaine déclenche des protestations de plus en plus nombreuses chez les politiciens et militaires russes et risque d'influencer fortement les futurs choix politiques de Vladimir Poutine.

---

<sup>1</sup> « Washington s'énerve, Téhéran aussi », *Courrier International*, 18 mars 2002.

### **322. De nouvelles coopérations stratégiques régionales**

Les événements du 11 septembre ont eu, en effet, des conséquences importantes sur la politique des puissances régionales voisines de l'Asie Centrale. L'organisation de Shanghai en est sortie renforcée ainsi que la coopération entre la Russie et la Chine.

- Le renforcement de l'organisation de Shanghai

Depuis 1999, rappelons-le, l'organisation de Shanghai avait déjà évolué vers un développement de la lutte contre les activités terroristes et les trafics de drogue dans l'ensemble de la région. L'intégration de l'Ouzbékistan en juin 2001 avait accru le poids de l'organisation, compte tenu du rôle que cet acteur entendait jouer dans le règlement du problème terroriste en Asie Centrale.

La réalité de la menace islamique et terroriste depuis septembre 2001, met en exergue le rôle moteur de la Russie et de la Chine au sein de l'organisation, mais paradoxalement tend à transformer cette dernière en forum capable de s'opposer à l'hégémonie américaine. Pour la première fois, des accords militaires ont été conclus entre les participants ; des opérations militaires communes sont planifiées pour les mois qui viennent et l'organisation de coopération de Shanghai se pose en concurrente potentielle de la sphère d'influence américaine. Ainsi les pays participants représentent une population d'un million et demi de personnes, possèdent des milliers d'armes stratégiques et tactiques nucléaires et des forces conventionnelles estimées à 3,6 millions d'hommes. Ils travaillent actuellement à la reconnaissance réelle de l'association par l'ONU comme un groupe régional à part entière. Cette importance croissante se concrétise également par les souhaits de participation manifestés par l'Inde, le Pakistan, l'Iran ou le Turkménistan. Capable à l'avenir de jouer un rôle régional fort, l'organisation de Shanghai dépend cependant encore beaucoup de la qualité des relations bilatérales russes et chinoises. Pour l'instant, celle-ci se développe sur la nécessité commune de contrer une trop grande influence américaine en Asie Centrale.

- Un rapprochement russo-chinois contre les intérêts américains

Le rapprochement entre la Russie et la Chine n'a pas commencé fin 2001. Depuis son accession au pouvoir, Vladimir Poutine avait agi avec la Chine dans un intérêt économique évident : développer les relations avec le plus grand client de l'armement russe et le principal consommateur potentiel d'hydrocarbures. Un oléoduc de 2400 km de long devrait ainsi alimenter la Chine en pétrole sibérien dès 2005. Le traité de coopération et de soutien mutuel signé entre les deux pays en juillet 2001 comportait déjà des clauses politiques implicitement dirigées contre Washington. Les attentats du 11 septembre ont donc été l'occasion pour les deux pays de renforcer également leur vision commune d'un monde multipolaire, équilibrant l'hégémonisme américain. Cette position a d'ailleurs prévalu lors du sommet de la coopération économique Asie - Pacifique ( APEC) tenu à Shanghai en octobre 2001, qui a

révélé le jeu triangulaire entre les présidents Poutine, Zémin et Bush et s'est montré finalement décevant pour les États-Unis. La Chine développe donc avec Moscou une concordance d'intérêts, mais reste consciente que leurs relations bilatérales demeurent fragiles car dépendant fortement de la position de Moscou à l'égard de Washington et inversement.

Pékin a en effet de nombreuses raisons de s'inquiéter à la fois d'une éventuelle installation durable des forces des États-Unis à ses frontières occidentales, des pressions américaines subies sur les livraisons de matériels militaires à des États accusés de soutenir le terrorisme, enfin du rapprochement constaté en septembre entre Moscou et Washington. L'alliance avec Moscou sert donc étroitement ses intérêts.

Mais les attentats du 11 septembre ont également eu des répercussions sur la politique d'autres puissances régionales.

- Les changements de politiques de l'Inde et du Pakistan

L'Inde et le Pakistan, proches voisins, avaient entrepris après les indépendances d'étendre leurs relations avec les nouvelles républiques, d'autant que leurs intérêts pour la région, notamment ceux de l'Inde, devaient être replacés dans le contexte de leur confrontation mutuelle. L'Inde craignait que les républiques ne basculent vers des régimes islamiques et ne s'allient au Pakistan, formant ainsi un grand espace politique et économique<sup>1</sup>. Mais ses craintes se sont révélées infondées et au contraire les attentats du 11 septembre ont renforcé sa coopération avec les pays d'Asie Centrale, grâce à la fois à un rapprochement avec Moscou et au soutien des opérations américaines. L'Inde y a vu une occasion d'améliorer ses relations avec les États-Unis, alors qu'elles avaient été mises à mal par ses essais nucléaires de 1998.

Le Pakistan, même s'il n'a pas développé ses liens avec l'Asie Centrale, a lui aussi profité des événements - après une période d'atermoiements et plutôt contraint par les États-Unis - pour changer son orientation politique. Il a ainsi abandonné, comme en témoigne le discours du président Moucharraf du 12 janvier 2001<sup>2</sup>, les talibans et sa politique afghane et s'en prend maintenant aux mouvements extrémistes islamiques, tant sur le territoire pakistanais qu'au Cachemire. L'Inde a cependant accueilli cette nouvelle démarche avec prudence et un regain de tensions s'est depuis manifesté au Cachemire. L'avenir de cette région est ainsi l'un des points d'achoppement majeur d'une coopération régionale réelle, mais les incertitudes pesant sur le futur géopolitique de l'Asie Centrale paraissent également très nombreuses.

---

<sup>1</sup> *La recherche d'hydrocarbures concerne les deux puissances.*

<sup>2</sup> « *En un tournant politique, le président Moucharraf s'en prend aux groupes islamistes pakistanais* », *Le Monde*, le 15 janvier 2002, p.3.

### **323. De nouveaux risques pour l'Asie Centrale ?**

La recomposition de l'environnement géopolitique de l'Asie Centrale renouvelle en effet les facteurs de risques d'une déstabilisation de la zone. Le choix durable de la coopération avec les États-Unis plutôt que l'influence traditionnelle russe, peut entraîner une polarisation accrue entre les pays centre asiatiques, bouleverser les régimes politiques en place et finalement générer de nouvelles incertitudes pour l'avenir.

- Une polarisation accrue en Asie Centrale

Après les attentats du 11 septembre, plusieurs pays de l'Asie Centrale se sont donc tournés vers Washington pour contrer une éventuelle menace islamique sur leur propre sol. Ce fut notamment le cas de l'Ouzbékistan qui a accueilli sur l'ancienne base aérienne soviétique de Khanabad, des militaires américains. Certes, Poutine avait donné son accord, mais l'Ouzbékistan aurait pu se passer totalement de son autorisation, ayant depuis des années opéré un rapprochement avec l'Otan et n'attendant qu'une occasion pour s'amarrer aux États-Unis. En revanche, au Tadjikistan, les militaires russes ont renforcé leur présence, notamment dans la capitale Douchambé, officiellement, pour protéger le régime tadjik relativement faible, mais surtout pour aider les États-Unis dans la chasse aux talibans et aux partisans de Ben Laden. Officieusement cependant, Moscou semble avoir joué un jeu trouble pour se rendre indispensable dans la région, offrant même une certaine aide aux membres du Mouvement Islamique d'Ouzbékistan, indésirables dans leur propre pays.

Cette situation crée aujourd'hui une polarisation accrue entre un Tadjikistan où Moscou renforce sa présence militaire et un Ouzbékistan entré dans un nouveau partenariat militaire avec les Américains. Cette polarisation s'est retrouvée également de l'autre côté de la frontière afghane où les tensions traditionnelles au sein de l'alliance du Nord entre les Ouzbeks turcophones et les tadjiks persanophones ont été avivées par leurs alliances, les premiers avec les commandos de la CIA, les seconds avec les forces spéciales russes.

Le rapprochement russo - américain pourrait donc ne pas être aussi sincère que les gouvernements veulent bien le montrer et le choix de l'une ou l'autre puissance par les pays de Asie Centrale raviver des antagonismes locaux. Ce risque de déstabilisation touche également les régimes politiques en place.

- Les changements des régimes politiques centre asiatiques

L'évolution des relations internationales et la présence américaine en Asie Centrale peuvent également influencer la situation politique interne de chacun des pays. En effet' les retombées de la présence américaine, peuvent aussi bien, renforcer involontairement les régimes autoritaires en place qu'accélérer le leur processus démocratique. Ainsi en Ouzbékistan, si les États-Unis critiquaient avant le

11 septembre le régime du président Karimov et exerçaient des pressions diplomatiques pour promouvoir le respect des droits de l'homme, leur action s'est révélée beaucoup moins prégnante dans ce domaine après les événements. L'Ouzbékistan étant un atout indispensable pour mener des opérations militaires en Afghanistan, l'aide américaine à ce pays s'est fortement renforcée. Elle a ainsi été multipliée par trois au début de l'année 2002 et le serait même par cinq en 2003, cautionnant donc un régime autoritaire. Il est d'ailleurs symptomatique de constater que le 6 décembre 2001, à la veille de la visite de l'envoyé américain Collin Powell à Tachkent, le Parlement ouzbek a approuvé sans discussion une proposition visant à prolonger une nouvelle fois le mandat présidentiel de Karimov. La « manne » américaine et d'éventuels investissements massifs sont effectivement importants pour le développement économique de la région et constituent un argument politique de choix pour les dirigeants en place.

Cependant un état comme le Kazakhstan, essaye lui de profiter de la coopération avec les États-Unis pour se rapprocher des standards occidentaux, notamment dans le domaine des droits de l'homme.

Quelle que soit la voie politique choisie par les présidents des cinq républiques, la seule présence américaine dans la région provoque donc des perturbations politiques dans les systèmes existants, même si elle a l'avantage d'affaiblir la menace islamique. Elle provoque également de nouvelles incertitudes pour l'avenir.

- De nouvelles incertitudes pour l'avenir

En effet, il est encore trop tôt pour mesurer avec exactitude l'impact à court, moyen et long terme, des événements du 11 septembre sur le processus géopolitique de la région. Si la présence économique américaine sera une réalité incontournable en Asie Centrale, sa présence militaire durable sous la forme de bases permanentes et sa volonté d'influence reste incertaine.

La Russie continuera-t-elle longtemps à jouer le jeu américain au risque de voir s'affaiblir de nouveau le rôle économique-politico-militaire que l'histoire et la proximité géographique lui avait fait gagner ? Le processus engagé de rapprochement entre l'Asie Centrale et l'Occident permettra-t-il à la région de s'engager sur la voie d'un développement durable, alors même que le chemin à parcourir reste immense ? L'organisation de Shanghai trouvera-t-elle la crédibilité nécessaire à la mise en place d'une véritable coopération régionale alors même que les relations russo - chinoises restent déterminantes dans ce domaine ?

Autant incertitudes qui grèvent l'avenir de cette région et la replace au cœur des préoccupations géopolitiques actuelles.

L'effondrement de l'URSS en 1991 et l'émergence de l'Asie Centrale sur la scène internationale ont provoqué une transformation géopolitique profonde tant au niveau régional que pour l'ensemble des Etats occidentaux. Une incertitude majeure pesait d'une part sur l'avenir des cinq nouvelles nations, création soviétique plus ou moins artificielle, et d'autre part sur leurs relations avec les puissances régionales en particulier la Russie, puissance tutélaire, et les états musulmans avoisinants. Cependant, malgré les nombreux risques de déstabilisation de la zone et les enjeux représentés par le potentiel pétrolier et gazier des républiques, ces dernières se sont adaptées à leur environnement et tentent progressivement de se détacher de la Russie pour s'ouvrir à l'Occident. Parmi les nouveaux acteurs de l'Asie Centrale, les États-Unis occupaient une place privilégiée, notamment dans le domaine économique alors même que la Russie, certes autorité de premier ordre dans la région, perdait progressivement son influence.

Dans ce contexte, les événements du onze septembre 2001 ont placé l'Asie Centrale, voisine directe de l'Afghanistan, au cœur des intérêts américains et provoqué une recomposition des alliances régionales. La Russie en a profité pour restaurer son influence dans la zone et se poser en alliée incontournable. Cependant le prolongement éventuel de la présence militaire des États-Unis risque de modifier davantage les politiques des puissances régionales et de raviver des antagonismes anciens.

Le manque de recul par rapport aux modifications géopolitiques en cours, ne permet pas aujourd'hui de prévoir les perspectives d'avenir de l'Asie Centrale et de son environnement immédiat ; mais la région tout entière n'est manifestement pas à l'abri de nouveaux bouleversements.

## BIBLIOGRAPHIE

### DOCUMENTS PRIMAIRES

- « Concept de sécurité nationale de la Fédération de Russie », Décret présidentiel n°24, 10 janvier 2000 ;
- Rapport d'information du Sénat n°412 (1997/98)- Commission des Affaires Economiques : « *Mission effectuée au Kazakhstan, en Ouzbékistan, et au Turkménistan* » ;
- Rapport d'information du Sénat n°320 (2000/01) - Commission des Affaires Etrangères : « L'Asie centrale : 10 ans après les indépendances : quels nouveaux enjeux ? Les exemples du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan », 10 mai 2001 ;
- Rapport de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN n°AU214PC/TR, chapitre IV : « *Poursuite de l'élargissement de l'Otan et sécurité dans la zone euro-atlantique* », octobre 2001 ;
- Rapport de l'Assemblée de l'UEO n°697- Commission politique portant sur les nouveaux développements en Russie, au Bélarus et en Ukraine, 6 novembre 2001.

### OUVRAGES

- BERELOWITCH Alexis, *Les 100 portes de la Russie : de l'URSS à la CEI, les convulsions d'un géant*, Paris, les Editions de l'Atelier, 1999, 304 p. ;
- BOYER Yves & FACON Isabelle, *La politique de sécurité de la Russie : entre continuité et rupture*, Paris, Ellipses FRS, 2000, 225 p. ;
- CARRERE d'ENCAUSSE Hélène, *La Russie Inachevée*, Paris, Fayard, 2000, 320 p. ;
- CHAUPRADE Aymeric, *Dictionnaire de géopolitique*, Paris, Ellipses, 1998, 620 p. ;
- CHOUVY Pierre-Arnaud, *Les territoires de l'opium, géopolitique dans les espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or*, thèse de doctorat, université Paris I – Panthéon - Sorbonne, 2001 ;
- CHUVIN Pierre, *Asie Centrale : l'indépendance, le pétrole et l'islam*, Paris, le Monde, 1998, 191 p. ;
- ECKERT Denis (dir.), *La Russie*, Paris, Flammarion, 2001, 128 p. ;
- JACQUET Pierre (dir.) & de MONTBRIAL Thierry, *La nouvelle Asie Centrale*, Paris, Ramsès, 2001, p. ;
- HEISBOURG François, *Hyper terrorisme : la nouvelle guerre*, Paris, Laffont, 2001 270 p. ;
- RADVANYI Jean, *La Russie : Géographie économique et régionale*, Paris, Armand Colin, 2000, 424 p. ;
- REZA DJALILI Mohammad et KELLNER Thierry, *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale*, Presses Universitaires de France, 2001, 311 p. ;
- REZNITCHENKO Vladimir, *La Russie de A à Z : petit vocabulaire illustré*, Moscou, RIA ( Agence d'Information de Russie ), 1998, 283 p. ;

- ROMER Jean-Christophe, *Géopolitique de la Russie*, Paris, Economica, 1999, 108 p. ;
- ROY Olivier, *L'Asie Centrale contemporaine*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001, 127 p.

### PERIODIQUES

- BLAGOVOLINE Sergueï, *La Russie et la sécurité européenne*, La Revue Internationale et Stratégique, n°38, été 2000, p.132-139 ;
- BLANK Stephen, *A Tale of two Capitals : Tashkent and Washington*, the Central Asia-Caucasus Analyst, January 2002 ;
- COHEN Ariel, *Central Asians Launch Another Regional Association*, the Central Asia-Caucasus Analyst, January 2002 ;
- CONSTANTIN Christian, *Le nouveau front occidental : Tenants et aboutissants de la politique chinoise en Asie centrale*, Notes de recherche du CEPES, n°9, janvier 1999, 28 p. ;
- CORDONNIER Christophe, *La Russie et l'Europe : de la frustration à l'espoir ?*, Revue Française de Géo-économie, n°13, printemps 2000, p.99-118 ;
- DENISON Michaël, *Central Asia's new romance with the west : a match made in heaven ?*, the Central Asia-Caucasus Analyst, January 2002 ;
- FACON Isabelle, *Vladimir Poutine face à son armée*, Les actualités de Sofarus, n°4, mars 2001 ;
- POIRIER-COUTENSAIS Cyrille, *L'union européenne en Asie centrale ou la tentation de la puissance*, Publication de l'IHESI, 2000 ;
- ROY Olivier, *Le rôle de l'Islam en Asie Centrale et au Caucase*, Nouveaux Mondes, n°3, Automne 1993, p.22-24 ;
- SOCOR Vladimir, *War Draws Central Asia's Stans Closer to the US*, Wall Street Journal Europe, January 18, 2002 ;
- De TINGUY Anne, *La Russie entre puissance et impuissance*, La Revue Internationale et Stratégique, n°38, été 2000, p.207-208 ;
- De TINGUY Anne, *Russie - Asie centrale : la fin d'un étranger proche*, La Revue Internationale et Stratégique, n°34, été 1999, p.117-127.

### ARTICLES DE PRESSE

- « Bush et Poutine sont-ils de mèche ? », *Courrier International*, 4 mars 2002 ;
- « Washington s'énerve, Téhéran aussi », *Courrier International*, 4 février 2002 ;
- « Les Russes se sentent usés par Washington », *Le Figaro*, 2/3 février 2002, p.4 ;
- « Letter from Uzbekistan », *The Nation*, January 21, 2002 ;
- « Replay of the Great Game Costs and Consequences of American Engagement in Central Asia begin to become clear », *The Observer (UK)*, January 20, 2002 ;
- « La guerre de Karimov contre les islamistes », *Le Figaro*, 5/6 janvier 2002 ;

- « BBC Monitoring US presence in Central Asia may further fragment region », *Panorama*, Almaty in Russian, December 28, 2001 ;
- « 10 ans après la fin du communisme, la Russie face à son passé soviétique », *le Monde Diplomatique*, décembre 2001, p.8-9 ;
- « OTAN, partenaire privilégié », *Le Figaro*, 8/9 décembre 2001, p.5 ;
- « Les Russes sont de retour à Kaboul », *Le Figaro*, 1/2 décembre 2001, p.3 ;
- « Les grandes manœuvres en Asie centrale », *Le Monde*, 1<sup>er</sup> décembre 2001 ;
- « L'OTAN frappe à la porte du Kremlin », *Le Figaro*, 24/25 novembre 2001, p.5 ;
- « Poutine et le piège islamique », *L'Express*, 1<sup>er</sup> novembre 2001 ;
- « Les Russes ont peur de la guerre », *Le Figaro*, 13/14 octobre 2001, p.6 ;
- « Poker menteur en Asie centrale », *Le Nouvel Observateur*, 26 septembre 2001 ;
- « Poutine, solidaire », *Le Figaro*, 13 septembre 2001, p.9 ;
- « La Russie en quête d'un nouveau rôle », *Le Monde Diplomatique*, mai 2001, p.4-5 ;
- « Russie et Caspienne : réalités énergétiques, enjeux européens », Conférence du Commissariat général du Plan et de la Direction générale de l'énergie et des matières premières, 19 octobre 1999 ;
- « Quand les Occidentaux poussent les nouveaux Etats indépendants loin de Moscou. Transports et géostratégie au sud de la Russie », *Le Monde Diplomatique*, juin 1998, p.18-19.

#### **SITES INTERNET**

- [http://www.stratisc.org/strat/strat\\_063\\_OLCOTT.html](http://www.stratisc.org/strat/strat_063_OLCOTT.html) ;
- <http://www.senat.fr> ;
- <http://www.lemonde.fr> ;
- <http://sources.asie.free.fr>.

## TABLE DES MATIERES

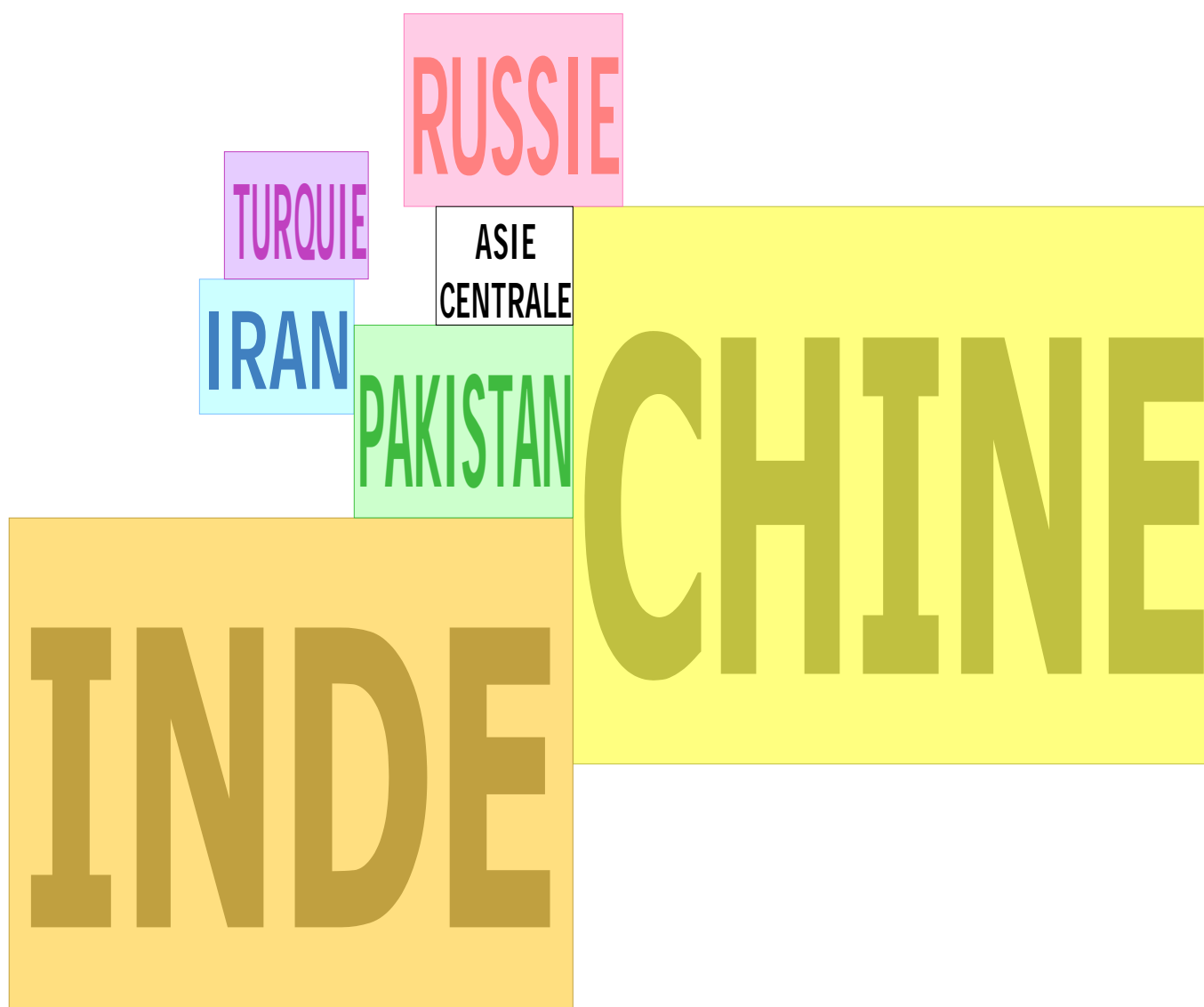
<b>1<sup>ERE</sup> PARTIE : LES RISQUES ET ENJEUX DE SECURITE EN ASIE CENTRALE .....</b>	<b>4</b>
<b>11. La faiblesse structurelle des Etats centre-asiatiques .....</b>	<b>4</b>
111. Une zone carrefour enclavée mais poreuse.....	4
112. Des États Nation autoritaires en construction.....	5
113. Des états aux situations contrastées .....	8
<b>12. De nombreux risques transforment l'Asie Centrale en poudrière .....</b>	<b>10</b>
121. Des richesses convoitées.....	10
122. La menace islamique .....	16
123. De sérieuses menaces internes.....	18
<b>2<sup>EME</sup> PARTIE : L'INCAPACITE DES ACTEURS REGIONAUX ET GLOBAUX A STABILISER LA ZONE .</b>	<b>21</b>
<b>21. L'échec des alliances supranationales .....</b>	<b>21</b>
211. Les rivalités dominent les relations entre les républiques d'Asie Centrale.....	21
212. L'absence de crédibilité de la CEI.....	23
213. Une coopération régionale inefficace .....	24
<b>22. Les ambitions et contraintes de la Russie .....</b>	<b>28</b>
221. La Russie reste un acteur majeur pour son étranger proche .....	28
222. Une situation intérieure difficile .....	30
223. Une situation qui limite considérablement sa puissance .....	32
<b>3<sup>EME</sup> PARTIE : LA NOUVELLE DONNE GEOPOLITIQUE APRES LE 11 SEPTEMBRE .....</b>	<b>34</b>
<b>31. La Russie restaure son influence sur sa périphérie .....</b>	<b>34</b>
311. Une nouvelle ligne d'action.....	34
312. L'instrumentalisation de la menace islamique .....	36
313. Des résistances à vaincre .....	38
<b>32. La recomposition des alliances après le 11 septembre .....</b>	<b>39</b>
321. Un rapprochement Russie - États-Unis cohérent, mais fragile.....	39
322. De nouvelles coopérations stratégiques régionales .....	42
323. De nouveaux risques pour l'Asie Centrale ?.....	44

### Carte politique de la RUSSIE et de l'ASIE CENTRALE



Carte politique des puissances régionales



**Représentation démographique schématique des puissances régionales**

	<b><u>POPULATION</u></b>
CHINE	1 224
INDE	960
RUSSIE	148
PAKISTAN	143
IRAN	72
TURQUIE	63
ASIE CENTRALE	56

Carte politique de l'OUZBEKISTAN



**Carte politique du TURKMENISTAN**



**Carte politique du KAZAKHSTAN**





### Carte politique du TADJIKISTAN



Carte des projets d'oléoducs



**Carte des zones polluées en Asie centrale, héritage de l'Union soviétique**

